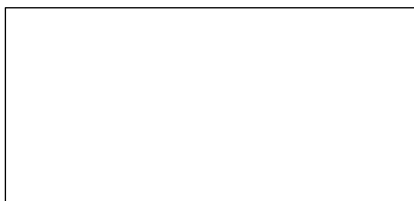


Février 2022

Bilan 2021 de l'emploi au Québec

Transformations sectorielles et déficit de compétences
en vue



À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Le rapport a été préparé par Luc Belzile, Emna Braham, Daye Diallo, Mia Homsy et Simon Savard, avec la collaboration d'Alain Dubuc. Les auteurs aimeraient remercier Michel Cournoyer et l'équipe de la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec pour leurs précieux conseils.

*Institut du Québec 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine,
bur. 3.450, Montréal (Québec) H3T 2A7*

*institutduquebec.ca
@InstitutduQC*

*Pour citer ce rapport : IDQ, Transformations sectorielles et déficit de
compétences en vue
Bilan 2021 de l'emploi
Image de page couverture : @ Edmond Dantès*



*Dépôt légal: premier trimestre 2022
ISBN: 978-2-9819934-3-4
Bibliothèque et Archives nationales du Québec,
2021
Bibliothèque et Archives Canada, 2022*

Table des matières

En bref	4.....
Contexte	8.....
Comment se porte le marché du travail québécois ?.....	9.....
Comment vont les groupes les plus durement touchés par la pandémie ?.....	21...
Pas de «Grande démission » au Québec mais des déplacements de travailleurs	26
Les salaires augmentent-ils plus rapidement depuis un an ?.....	32.....
Le gouvernement a-t-il identifié les bons secteurs à soutenir?.....	36.....
Regard vers l'avenir: déséquilibres accrus en vue?.....	41.....
Annexe 1 : Quelques chiffres clé.....	44.....
Annexe 2 : Assistons-nous à une grande démission au Québec? (Précisions).....	45..

En bref

Comment se porte le marché du travail après deux ans de pandémie?

Notre analyse démontre que le marché du travail québécois s'est presque entièrement remis des dommages causés par les premières vagues de la pandémie.

La vigueur de la reprise, les soutiens gouvernementaux sans précédents et le vieillissement de la population ont permis au marché de l'emploi de rebondir rapidement, de telle sorte que le Québec comptait **34 100 emplois de plus en décembre 2021** qu'en décembre 2019.

Le taux d'emploi et le taux d'activité sont retournés à leurs niveaux pré-pandémiques principalement grâce aux travailleurs du principal bassin de main-d'œuvre, les 25-54 ans, qui sont plus que jamais actifs sur le marché du travail. Cependant, les travailleurs de 55 ans plus, plus particulièrement les femmes, n'ont pas retrouvé leurs taux d'activité de 2019.

Bien que cela puisse sembler paradoxal, le nombre de postes à combler a explosé au cours de la pandémie. Une situation qui semble, par ailleurs, assez généralisée qu'elle soit analysée par régions, par secteurs ou par professions et ce, tant pour le personnel qualifié que non qualifié.

Nous amorçons donc l'année 2022 avec les plus faibles taux de chômeurs par poste vacant depuis que les données sont colligées en 2015 et un nombre record de postes à combler dans l'économie. Avec une population inactive de 55 ans et plus qui croît plus vite qu'ailleurs, sans transformation majeure de l'approche des entreprises, des syndicats, des établissements d'enseignement et du gouvernement en matière de gestion des ressources humaines, la rareté de main-d'œuvre constituera indéniablement un enjeu majeur de la relance.

Les groupes les plus durement touchés sont en grande partie rétablis

Dans notre *Bilan 2021 de l'emploi*, nous avons pointé quatre principales sources d'inquiétudes : la hausse du nombre de chômeurs de longue durée, la montée plus rapide du chômage chez les immigrants, les pertes d'emplois chez les jeunes, – surtout les jeunes hommes – et le départ des femmes de 55 ans et plus du marché du travail.

Bonne nouvelle, le nombre de chômeurs de longue durée est presque retourné à son niveau pré-pandémique. Le taux d'emploi des immigrants s'est également redressé, de sorte qu'il dépasse désormais son niveau de décembre 2019. Fait surprenant, ce sont les immigrants récents qui semblent avoir le plus bénéficié de la reprise.

En revanche, la récupération d'emplois chez les travailleurs expérimentés, soit ceux âgés de 55 ans et plus, n'est pas complétée. Le taux d'emploi des hommes, comme celui des femmes, demeure au-dessous du niveau enregistré en 2019.

La situation des femmes est toutefois plus préoccupante puisqu'elles sont beaucoup plus nombreuses (-25 700) que les hommes (-9 400) du même groupe d'âge à être sorties de la population active depuis décembre 2019.

Enfin, bien que les jeunes soient retournés à l'emploi en 2021, les jeunes hommes demeurent toujours moins présents sur le marché du travail qu'avant la pandémie, une situation bien différente de celle observée chez leurs homologues du Canada et de l'Ontario.

Il sera donc important de suivre de près l'évolution de la situation chez ces groupes de travailleurs afin de vérifier si elle se résorbera ou si les dommages persisteront.

Pas de «Grande démission » au Québec, mais des déplacements

Alors qu'aux États-Unis, des millions de travailleurs auraient volontairement quitté leur emploi depuis le début de la crise sanitaire, la situation est fort différente au Canada et au Québec, où les travailleurs sont de retour sur le marché de l'emploi dans une proportion similaire à celle qui prévalait en 2019. Les Québécois de 25 à 54 ans affichent même des taux d'activité supérieurs à ceux observés à cette époque et se comparent favorablement aux Ontariens et aux Canadiens du même âge.

Aucune donnée disponible ne laisse non plus présager qu'il y aurait eu davantage de départs volontaires à la retraite en 2021 et ce, même si le taux d'activité des travailleurs expérimentés est en baisse. Tout porte plutôt à croire que bon nombre de 55 ans et plus actuellement inactifs, aient dû quitter le marché de l'emploi en raison de la pandémie (inquiétudes, risques pour la santé, etc.) et pourraient vouloir y retourner lorsque les effets de la crise sanitaire se seront estompés.

Par ailleurs, notons que les déplacements de travailleurs entre les secteurs comptent parmi les phénomènes qui ont transformé le marché de l'emploi au cours de la pandémie. Ainsi, plusieurs Québécois auraient délaissé les secteurs plus durement affectés par les restrictions sanitaires (hébergement, restauration et commerce de gros et de détail) pour se replacer dans des secteurs en croissance comme l'enseignement, les services professionnels, la finance et les assurances, et les administrations publiques.

De plus, il semble y avoir eu moins de changements de métier que de changements de secteur. Ainsi, on exerce la même profession mais dans une autre industrie. Les pertes d'emplois se sont principalement concentrées dans les professions relatives aux ventes et services (serveurs, vendeurs etc.) où le nombre d'emplois a chuté de **135 700** au cours des deux dernières années. En revanche, d'autres professions ont largement bénéficié des changements de carrière des travailleurs, c'est le cas de l'enseignement, du droit, des services sociaux ainsi que des sciences

- Les travailleurs hautement qualifiés seront davantage en demande que les travailleurs moins qualifiés. Les besoins en main-d'œuvre dans les soins de santé et l'assistance sociale, les services d'enseignement, les technologies de l'information et la construction continueront également de s'intensifier;
- Alors que le Québec et le Canada enregistrent déjà des retards en littératie numérique, de plus en plus de professions exigent des compétences plus soutenues en compréhension de lecture, d'écriture, et en résolution de problèmes complexes.

Ainsi, notre analyse montre clairement que les secteurs et les professions identifiés en novembre dernier par le gouvernement du Québec sont et bel et bien sous haute pression et qu'ils le demeureront encore au cours des prochaines années et ce, malgré un ralentissement anticipé de la croissance économique. Les secteurs sont donc bien ciblés, mais il faudra aller plus loin.

À ce chapitre, nous recommandons au gouvernement du Québec de mettre de l'avant des mesures transversales qui viseront une meilleure intégration en emploi des groupes sous-représentés, d'accroître la formation continue pour augmenter les compétences du personnel disponible, d'abolir les critères de création d'emplois en lien avec les aides publiques, de revoir l'organisation du travail et les conventions collectives, d'améliorer les processus en lien avec l'attraction et la rétention des immigrants et des travailleurs temporaires et de mieux soutenir les entreprises pour accélérer leur virage numérique.

Contexte

Depuis 2016, l'Institut du Québec (IDQ) réalise chaque année un bilan du marché du travail au Québec afin d'en explorer différents aspects et de mettre en exergue ce qui a marqué les 12 derniers mois. C'est une façon d'approfondir la réflexion, de regarder par-delà la volatilité des fluctuations mensuelles et surtout de mieux comprendre les tendances de fond qui se profilent.

Chaque mois, l'IDQ publie son [Indice de l'emploi](#) qui fournit une indication de l'évolution de la vigueur du marché du travail et de la qualité de l'emploi. Depuis l'avènement de la pandémie, nous y adjoignons une [analyse supplémentaire](#) des fluctuations mensuelles pour bien comprendre l'impact de cette crise sur le marché du travail.

L'objectif du *Bilan 2021 de l'emploi* est d'approfondir certains questionnements qui ont récemment émergé afin de mieux comprendre l'état du marché de l'emploi après près de deux ans de pandémie et d'identifier les tendances lourdes qui pourraient perdurer au-delà de l'aspect conjoncturel.

Nous tentons ainsi de répondre aux **questions** suivantes :

- 1) Comment se porte le marché du travail ?
- 2) Comment vont les groupes qui ont été les plus durement touchés par les restrictions sanitaires du début de la pandémie, soit les femmes, les jeunes hommes et les personnes immigrantes ?
- 3) Assistons-nous à « une Grande démission » au Québec ?
- 4) Les travailleurs ont-ils massivement changé de secteur ou de profession ?
- 5) Les salaires augmentent-ils plus rapidement ?
- 6) Le gouvernement a-t-il identifié les bons secteurs à soutenir ?

Les réponses à ces questionnements apportent un éclairage sur la façon dont le marché du travail québécois a réagi à la pandémie et sur les principaux défis de main-d'œuvre auxquels le Québec sera confronté au cours de la prochaine année.

Comment se porte le marché du travail québécois ?

Dans cette section, nous brossons un portrait des principaux indicateurs du marché du travail pour l'année 2021 dans une perspective historique et nous analysons l'évolution récente de l'Indice de l'emploi IDQ.

Plusieurs indicateurs du marché du travail passent au vert

Une analyse de l'évolution des principaux indicateurs observés entre décembre 2019 et décembre 2021 révèle que le marché du travail au Québec a pratiquement rattrapé tout le terrain perdu en 2020. La part des Québécois actifs (taux d'activité) et à l'emploi (taux d'emploi) se situait en décembre 2021 à **64,3 %** et **61,2 %** respectivement, soit bien près des valeurs moyennes de 2019 (64,9 % et 61,5 %) et de celles enregistrées en décembre 2019 (65,0 % et 61,5 %). Pour les travailleurs de 15 à 64 ans, les niveaux d'activité et d'emploi ont même dépassé ceux de décembre 2019¹.

Le taux de chômage (4,7 %) qui prévalait en décembre 2021 est quant à lui inférieur à celui de décembre 2019 (5,3 %) et de sa moyenne observée en 2019 (5,2 %).

Encadré 1 : Comment évaluer l'évolution des indicateurs du marché du travail ?

À quelle « normalité » se comparer ?

Si les effets de la pandémie sur le marché du travail ont clairement commencé à se faire sentir à partir de mars 2020, il est toutefois plus difficile de déterminer à quoi se comparer. Dans le cadre de ce bilan, nous avons donc situé notre analyse comparative entre décembre 2019 et décembre 2021, ce qui fournit une bonne appréciation de la situation actuelle par rapport au marché pré-pandémique. Une telle analyse comporte des limites, notamment en ce qui a trait à la volatilité des données mensuelles, que nous avons pris en compte dans nos analyses.

Variation moyenne ou en niveau ?

Quelle est la façon la plus pertinente de mesurer l'évolution des indicateurs : la variation en niveau de décembre à décembre ou la moyenne annuelle d'une année à l'autre ? Dans les faits, les deux mesures ont leur utilité.

L'analyse de l'évolution de l'emploi en niveau permet de mieux identifier les « points d'inflexion », c'est-à-dire les changements de tendances à court terme. Les moyennes annuelles, quant à elles, servent surtout à dresser des constats sur la progression de l'emploi à moyen-long terme.

¹ Le taux d'activité des 15 à 64 ans est passé de 80,7 % en décembre 2019 à 81,2 % en décembre 2021, un gain de 0,5 point de pourcentage. Le taux d'emploi du même groupe d'âge a quant à lui grimpé de 0,9 point de pourcentage sur la même période, passant de 76,3 % à 77,2 %.

Un bref retour en arrière

Toutefois, la comparaison de décembre à décembre masque les importantes fluctuations qui ont eu lieu au cours des deux dernières années. Les données portant sur le marché du travail doivent être étudiées à la lumière des vagues successives de la pandémie et des restrictions sanitaires qui en découlent.

En décembre 2019, la pandémie n'a pas encore touché le Québec alors qu'en décembre 2020², la province fait face à la deuxième vague de COVID-19 et de nombreux commerces comme les restaurants, bars et salles de spectacles sont fermés. Les données de décembre 2021, quant à elles, illustrent une tout autre situation : un Québec au pic de sa reprise puisque les données ont été collectées entre le 5 et le 11 décembre, donc avant le resserrement des mesures sanitaires inhérent au variant Omicron.

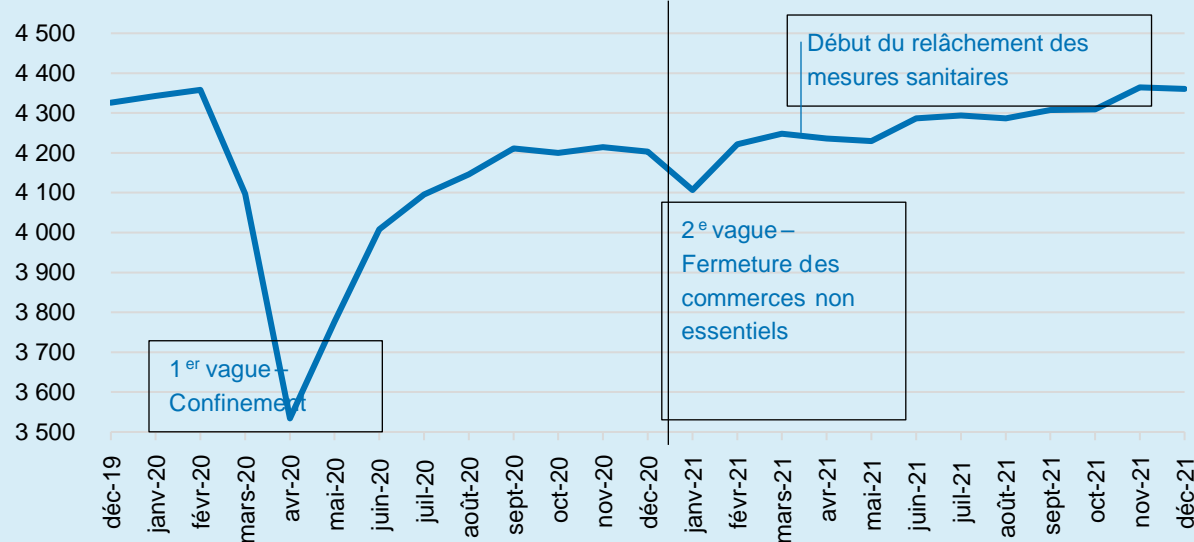
Entre les deux, on peut distinguer deux périodes : de janvier à mars 2021, les restrictions sanitaires sont maintenues et même renforcées (fermeture des commerces non essentiels du 25 décembre au 10 janvier). Puis, à partir de mars 2021, avec le déploiement de la vaccination, les restrictions sanitaires se sont alors assouplies petit à petit dans chaque région de la province.

Graphique 1

Un marché de l'emploi en dents de scie – entre décembre 2019 et décembre 2021

Nombre d'emplois au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01

² Les résultats rendent compte de la situation sur le marché du travail québécois du 6 au 12 décembre 2020.

Des gains d'emplois qui compensent les pertes de 2020

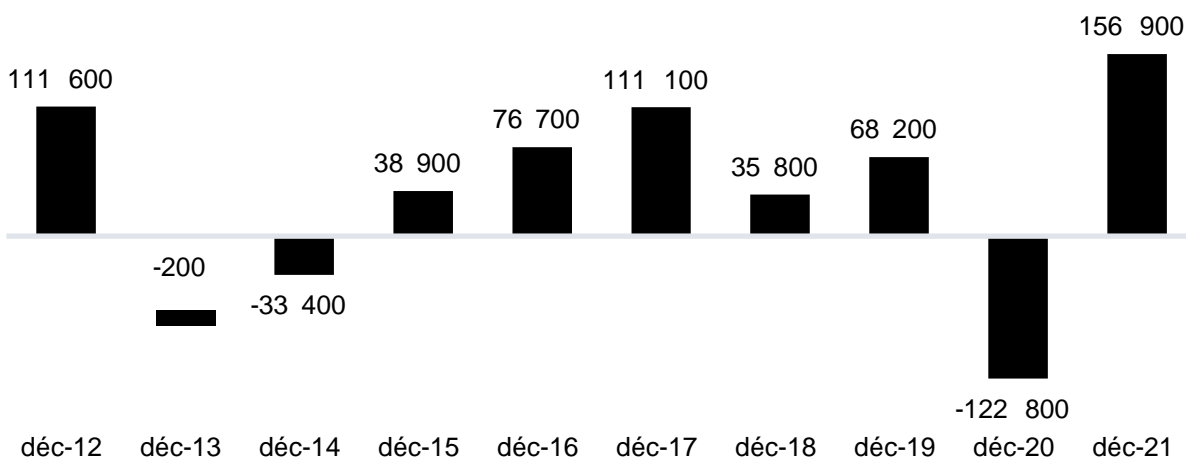
Entre décembre 2020 et décembre 2021, on observe une création nette de **15 6 900 emplois** au Québec alors qu'une perte nette de 122 800 emplois avait été encaissée l'année précédente. Ainsi, le niveau d'emploi en décembre 2021 s'établit à **100,8 %** du niveau enregistré en décembre 2019.

Graphique 2

Les pertes d'emplois de la pandémie ont été plus que récupérées

Variation annuelle de l'emploi (décembre à décembre) au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

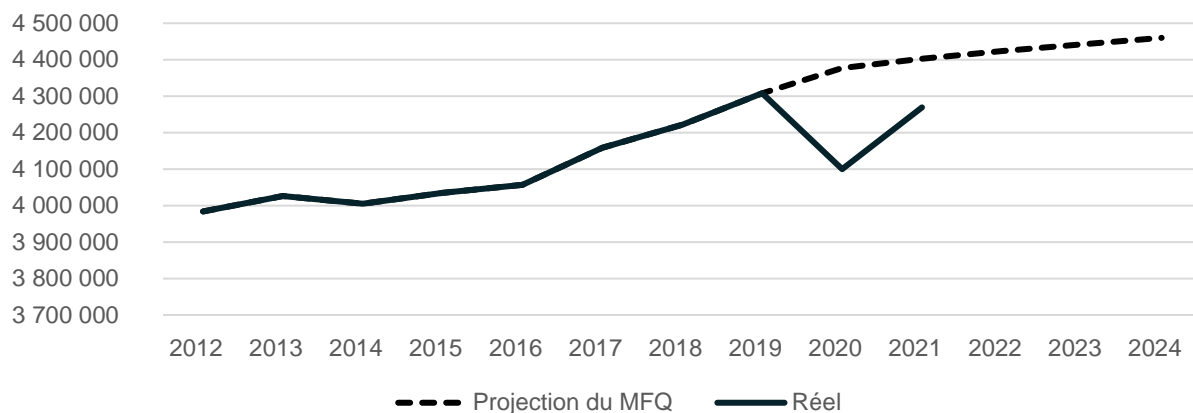
Malgré ces gains importants, la création d'emploi ne correspond toutefois pas à la trajectoire anticipée avant que la pandémie ne survienne. Ainsi, le 10 mars 2020, le gouvernement du Québec avait déposé un budget dans lequel on prévoyait que la province compterait environ 4 403 000 emplois en 2021, soit 3,0 % de plus que ce qui a été, dans les faits, enregistré cette année-là.

Graphique 3

La création d'emplois n'est pas revenue à sa trajectoire pré-pandémique

Nombre d'emplois réel et selon les projections du ministère des Finances du Québec (MFQ) au 10 mars 2020

(Données annuelles; 15 ans et plus;)



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01 et ministère des Finances du Québec, Budget 2020-2021.

La création d'emplois a été plus forte dans le secteur public

Derrière ces données globales, une analyse de la répartition de l'emploi indique que de décembre 2019 à décembre 2021, le Québec a connu une **baisse de 75 200 travailleurs autonomes** qui a été plus que compensée par des gains dans les secteurs public et privés. Fait à noter, la création de **69 800 emplois dans le secteur public** porte maintenant la récupération de ce secteur à **107,2 %**, loin devant celle du secteur privé qui s'établissait à **101,4 %** tout juste avant l'arrivée d'Omicron.

Graphique 4

Le poids du secteur public en matière d'emploi s'est accru depuis deux ans

Variation de l'emploi de décembre 2019 à décembre 2021 par catégorie de travailleurs au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0288-01

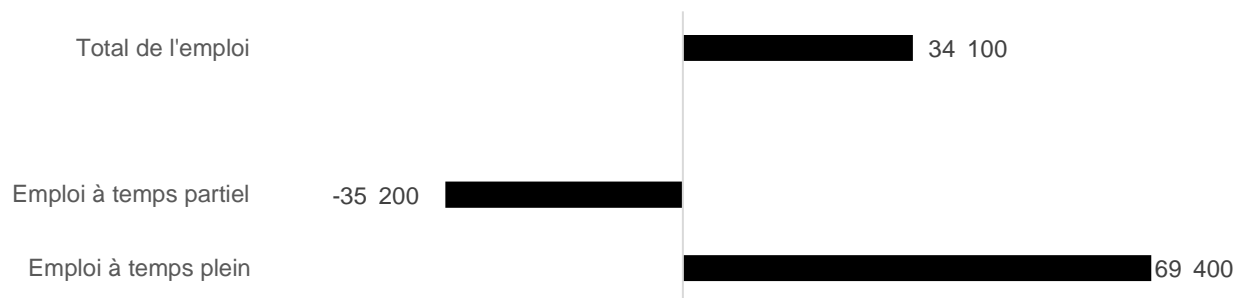
La création d'emplois a été plus importante pour le travail à temps plein

Autre point positif : l'entièreté de la création d'emploi s'a été réalisée dans les emplois à temps plein (30 heures et plus par semaine), de telle sorte qu'en décembre 2021, le Québec comptait 69 400 emplois à temps plein de plus qu'en décembre 2019.

Graphique 5

La création d'emploi s n'est survenue que dans les emplois à temps plein

Variation de l'emploi de décembre 2019 à décembre 2021 par type d'emploi au Québec
(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Le Québec perd son avance sur le reste du Canada

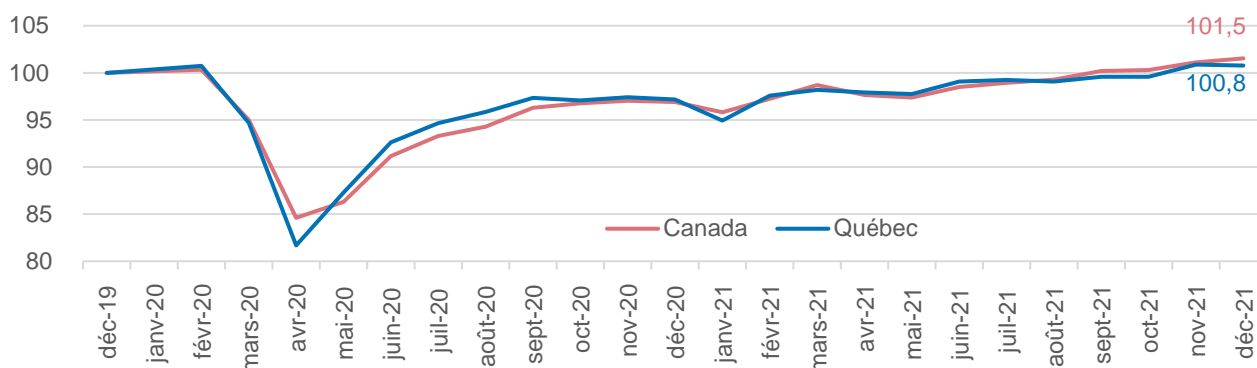
Dans notre *Bilan 2020 de l'emploi*, nous notions que le Québec avait connu une récupération de l'emploi plus rapide entre avril et décembre 2020. Force désormais de constater qu'à compter de 2021, cette récupération s'est avérée comparable entre le Québec et le Canada. Notons cependant que plusieurs indicateurs, notamment le taux d'activité du principal groupe d'âge semblent être plus favorables au Québec (voir graphique 9).

Graphique 6

Emplois : le Québec perd son avance sur le Canada

Récupération de l'emploi par rapport à décembre 2019

(Données mensuelles désaisonnalisées; décembre 2019=100; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Un taux de chômage à son plus bas pour finir l'année 2021

Alors que 2021 débutait sur une note négative, avec un soubresaut du taux de chômage à **8,8 %**, le reste de l'année a vu une baisse constante de cet indicateur. Le taux de chômage au Québec est même redescendu à des niveaux planchers en fin d'années s'établissant à **4,7 %** en décembre.

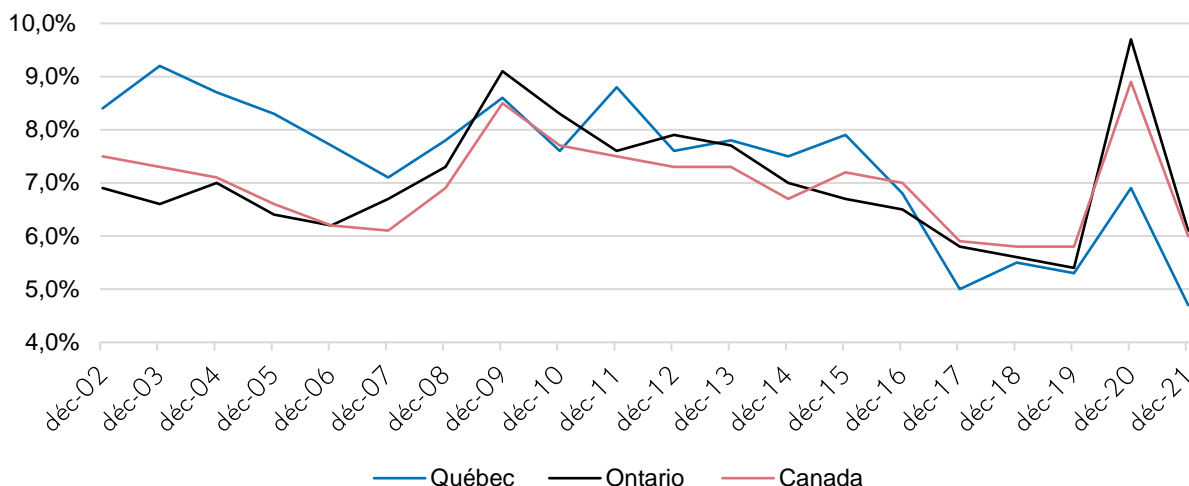
Depuis 2016, le taux de chômage est d'ailleurs plus bas au Québec qu'au Canada ou en Ontario. Une tendance qui s'est nettement maintenue tout au cours de la pandémie, entre les années 2020 et 2021. Cette tendance semble donc bien ancrée.

Graphique 7

Le taux de chômage québécois reste au -dessous du niveau ontarien et canadien

Taux de chômage au Québec, en Ontario et au Canada

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre de chaque année)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

La participation au marché du travail s'est généralement rétablie

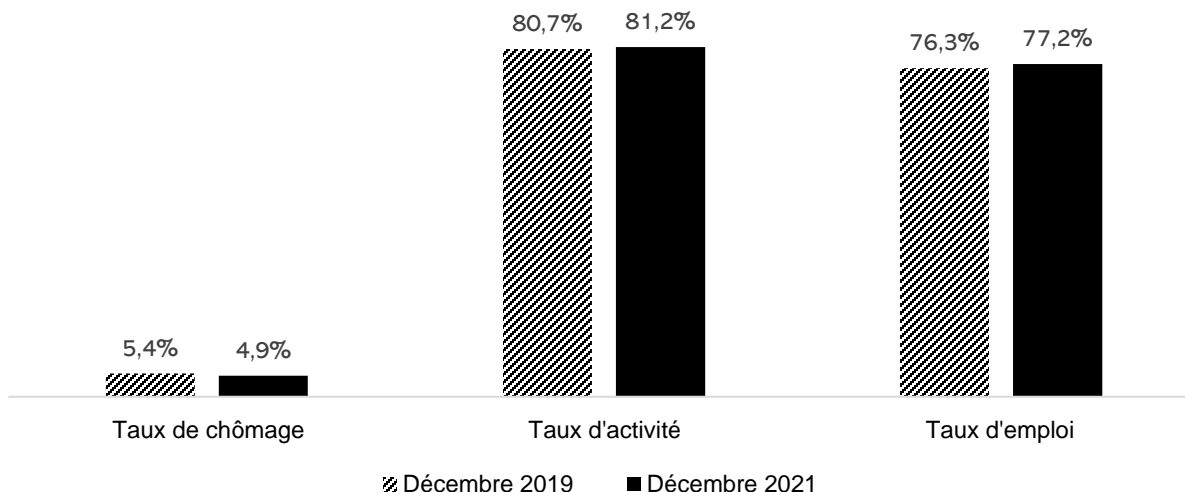
Que l'on regarde le taux d'emploi, le taux d'activité ou encore le taux de chômage des travailleurs de 15 à 64 ans, les constats sont similaires : la proportion de personnes en emploi ou activement à la recherche d'un emploi au Québec est revenue à des niveaux similaires à ceux observés à l'aube de la pandémie. Tout porte donc à croire que les travailleurs n'ont pas été découragés par la crise sanitaire et profitent des nombreuses opportunités de travail.

Graphique 8

Les Québécois sont retournés sur le marché du travail

Taux de chômage, d'activité et d'emploi des 15 à 64 ans au Québec

(En %, données mensuelles désaisonnalisées de décembre 2019 et 2021)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

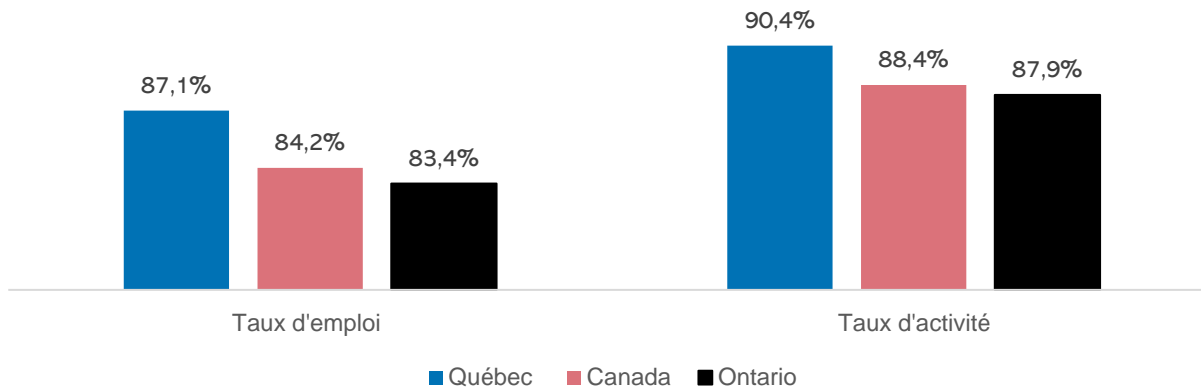
En portant plus spécifiquement notre analyse sur les travailleurs les plus actifs sur le marché du travail, soit ceux âgés de 25 à 54 ans, le Québec se démarque également du reste du Canada. Pour ce groupe, non seulement la récupération est complète mais le ratio de personnes à l'emploi ou à la recherche d'un emploi est plus importante qu'en Ontario et même qu'ailleurs au pays.

Graphique 9

Des taux d'activité et d'emploi plus élevés qu'ailleurs pour les 25 – 54 ans

Taux d'emploi et d'activité des 25 à 54 ans en décembre 2021 au Québec, en Ontario et au Canada

(En %, données mensuelles désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

Encadré 2 : *Indice de l'emploi* de l'Institut du Québec

Pour brosser un portrait plus nuancé des grandes tendances de l'emploi au Québec, l'Institut du Québec (IDQ) a conçu en 2016 un indice qui permet d'évaluer la santé du marché du travail du Québec selon plusieurs dimensions. L'objectif est de dresser un profil plus complet des forces et faiblesses du marché de l'emploi au Québec à l'aide d'un indice objectif. Dans cette perspective, douze indicateurs ont été regroupés en deux grandes catégories :

Vigueur du marché du travail :

- ◆ Taux de chômage
- ◆ Chômage de longue durée (27 semaines et plus)
- ◆ Sous-utilisation de la main-d'œuvre
- ◆ Taux d'emploi des 25 à 54 ans
- ◆ Part de l'emploi dans le secteur privé
- ◆ Taux d'activité

Qualité des emplois :

- ◆ Croissance de l'emploi à temps plein
- ◆ Croissance de l'emploi dans les secteurs privé et public
- ◆ Croissance de l'emploi bien rémunéré
- ◆ Croissance du salaire hebdomadaire nominal
- ◆ Part des travailleurs à temps partiel involontaires
- ◆ Part des travailleurs temporaires de 25 à 54 ans

Le lecteur qui souhaite en connaître davantage peut consulter [ici](#) le rapport présentant la méthodologie entourant la compilation de l'indice.

Le diagramme en radar présenté ci-dessous compare la valeur des différentes composantes de l'indice de la qualité des emplois en décembre 2019 et décembre 2021. **Plus la ligne est éloignée du centre du radar, plus le marché du travail est considéré comme étant de qualité.**

Cet exercice montre que les indicateurs de qualité ont, pour la plupart, dépassé le niveau de décembre 2019. Plusieurs indicateurs de croissance (emploi à temps plein, emploi dans les secteurs privé et le public, et emploi bien rémunéré) performent mieux, ce qui illustre l'effet de récupération encore en cours sur le marché du travail. La part des travailleurs temporaires dans le marché a également diminué, signe que le resserrement du marché du travail a permis à plusieurs travailleurs d'acquérir plus de stabilité.

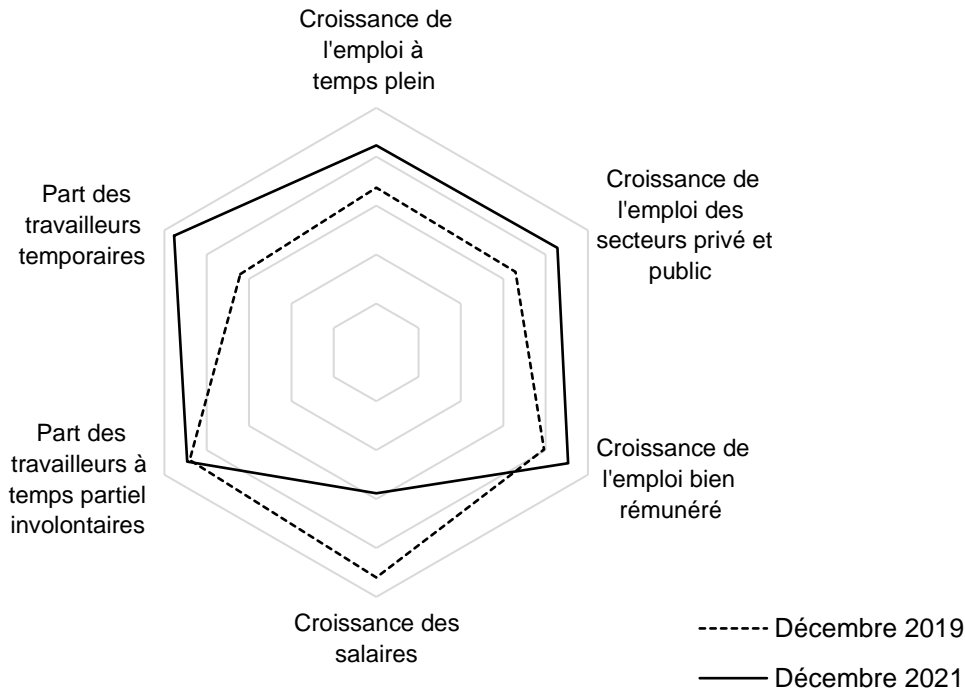
L'indicateur désignant la part des travailleurs à temps partiel involontaire est cependant resté inchangé et la croissance des salaires est demeurée au-dessous de sa valeur observée en décembre 2019.

Graphique 10

Les indicateurs de qualité des emplois ont surpassé le niveau de décembre 2019

Qualité de l'emploi selon l'Indice de l'emploi de l'IDQ

(Pointage de chacune des six composantes de l'Indice, décembre 2019 et décembre 2021)



Source : Indice de l'emploi de l'IDQ

Mais plusieurs indicateurs de la vigueur du marché du travail demeurent en mode rattrapage

Le diagramme ci-dessous représente de la même manière la valeur des différentes composantes de l'indice de vigueur du marché du travail en décembre 2019 et en décembre 2021.

Lorsque comparée à décembre 2019, on constate que la vigueur du marché de l'emploi de décembre 2021 a été moins performante sur trois aspects :

- 1) **La part de l'emploi dans le secteur privé :** comme expliqué précédemment, la récupération de l'emploi s'est faite en grande partie dans le secteur public, réduisant d'autant la part des employés dans le secteur privé;
- 2) **Le taux d'activité :** ceci est notamment dû à un retard de récupération chez les 55 ans et plus (voir graphique 17)
- 3) **Le chômage de longue durée** qui demeure au-dessus de sa valeur pré-pandémique (voir graphique 14)

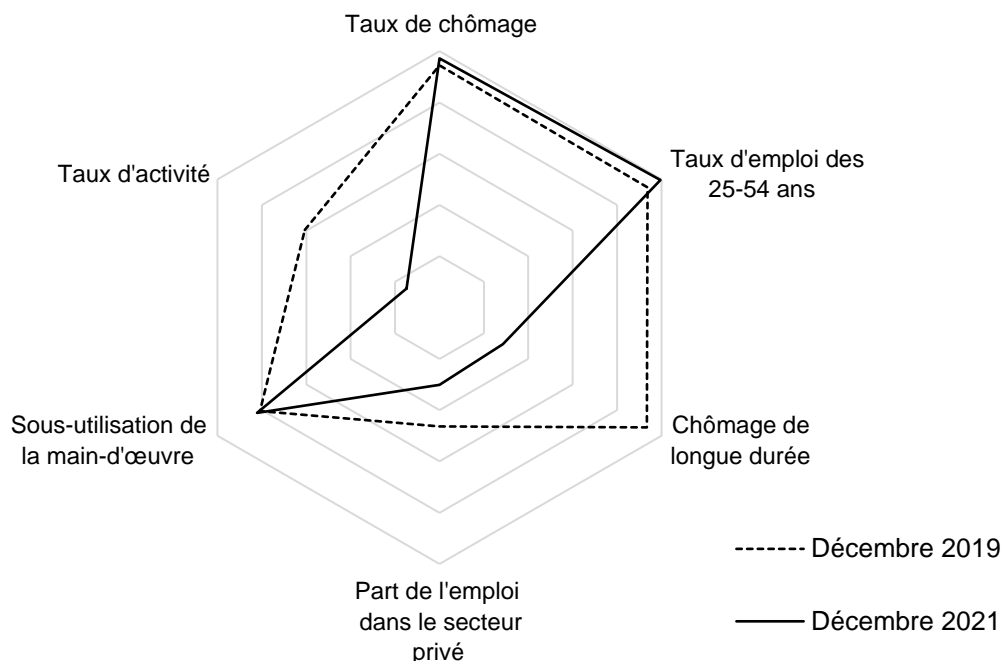
En revanche, les valeurs des taux de chômage, du taux d'emploi des 25-54 ans et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre demeurent très similaires à celles observées en décembre 2019.

Graphique 11

La vigueur de l'emploi est toujours en rattrapage

Vigueur de l'emploi selon l'Indice de l'emploi de l'IDQ

(Pointage de chacune des six composantes de l'Indice, décembre 2019 et décembre 2021)



Source : Indice de l'emploi de l'IDQ

Il y a désormais davantage de postes vacants que de chômeurs

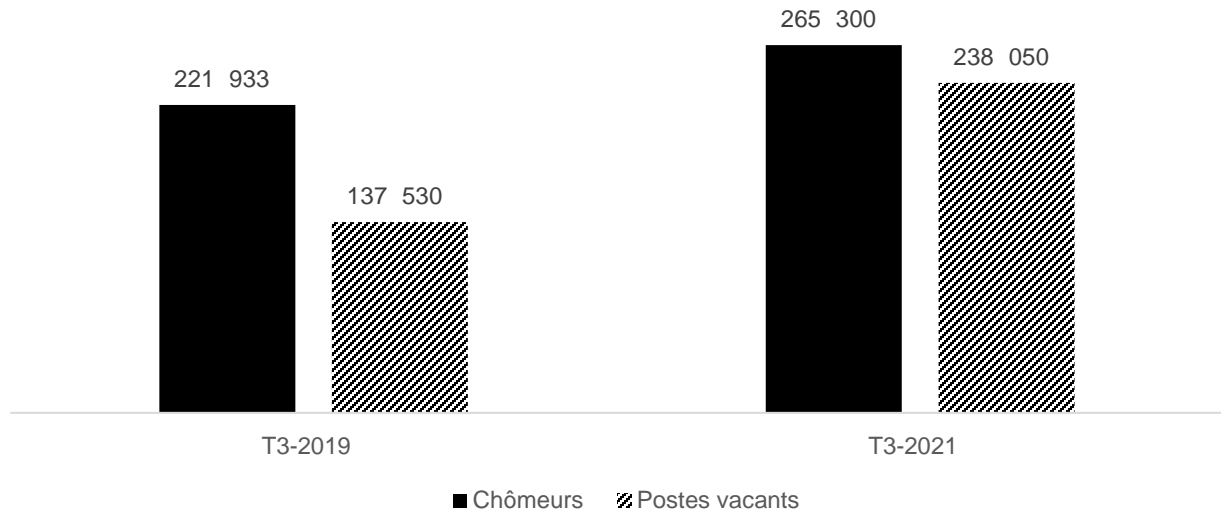
Au-delà de la récupération des pertes d'emploi s'accusées au cours des premières vagues de la pandémie, le marché du travail se resserre indéniablement. Le nombre de postes que les employeurs tentent de combler augmentent plus rapidement qu'avant la pandémie. Si bien que, entre les troisièmes trimestres de 2019 et 2021³, l'écart entre le nombre de chômeurs et de postes vacants a été réduit des deux tiers.

Du 3^e trimestre de 2019 au 3^e trimestre de 2021, [six secteurs sont responsables de près de 80 % de la croissance des postes vacants](#). Cependant les dynamiques à l'œuvre sont de deux types : alors que certains secteurs ne parviennent pas à attirer assez de travailleurs pour retrouver le niveau d'emploi d'avant la pandémie (services d'hébergement et de restauration, fabrication, commerce de détail), d'autres ont largement dépassé ce niveau mais sont quand même aux prises avec une hausse importante des postes à pourvoir (construction, des services professionnels, scientifiques et techniques, et des soins de santé et assistance sociale).

³ Dernières données trimestrielles disponibles au moment de préparer ce rapport. [Les estimations provisoires mensuelles](#) disponibles jusqu'à novembre 2021 illustrent les mêmes tendances.

Graphique 12

De moins en moins de main -d'œuvre potentielle disponible au Québec
 Postes vacants et chômeurs au Québec
 (Données mensuelles et trimestrielles non désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01 et 14-10-0325-01, calculs de l'IDQ.

Une croissance de la population au ralenti

Le profil démographique du Québec se distingue de celui de l' Ontario et du reste du Canada et laisse présager d'importants enjeux à venir quant à la disponibilité de la main -d'œuvre.

Depuis deux ans, la population inactive au Québec –les personnes qui ne sont ni à l'emploi ou à la recherche d'un emploi – s'est accrue de **82 400 (+3,3 %)**, soit à un rythme plus élevé qu'en Ontario (+0,7 %) ou au Canada (+2,3 %). La quasi-totalité de cette croissance provient du nombre grandissant de Québécois de plus de 55 ans qui quittent le marché du travail. Cette réalité s'exprime également en Ontario, mais dans une amplitude moindre .

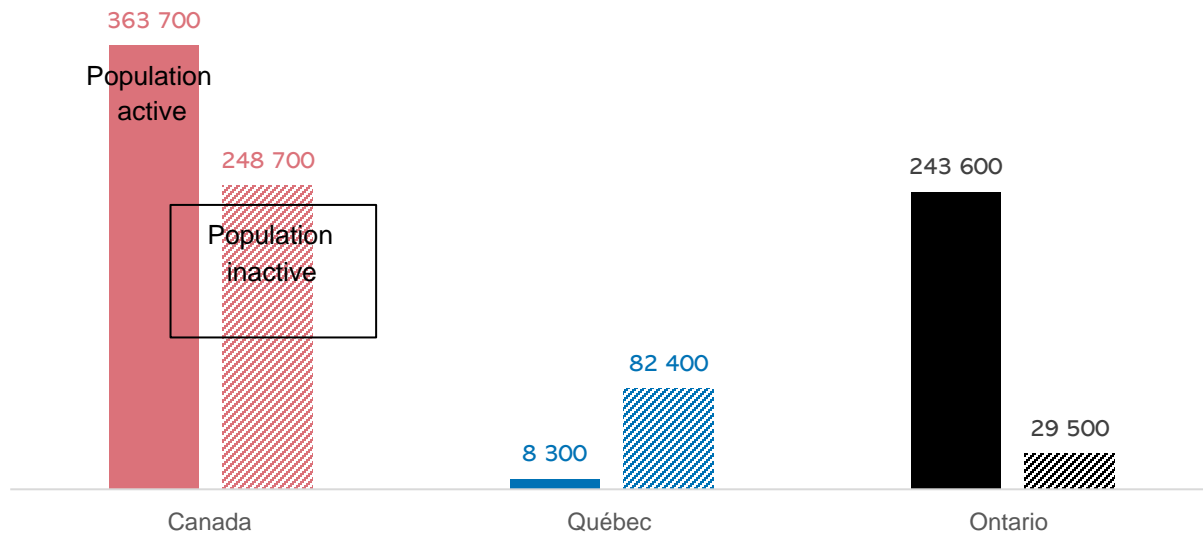
Au cours de la même période, la population active, soit celle de laquelle provient principalement la croissance du marché du travail, a augmenté moins rapidement au Québec (**+0,2%**) qu'en Ontario (**+3,1%**).

Graphique 13

Le Québec, désavantagé par la faible croissance de sa population active

Croissance de la population active et de la population inactive de 15 ans et plus au Québec, en Ontario et au Canada

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; variation de décembre 2019 à décembre 2021)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01, calculs de l'IDQ.

En conclusion : Bien que le marché du travail québécois ait, en grande partie, récupéré les pertes encourues au cours de la pandémie, il se retrouve dans une situation exacerbée de rareté de main d'œuvre comparativement à 2019.

En somme, même si tous les indicateurs du marché du travail ne sont pas pleinement revenus au niveau pré-pandémique, ils s'en rapprochent grandement.

Depuis deux ans, la tension sur le marché du travail s'est accrue. Le Québec compte **25 000 chômeurs en moins** et seulement **8 300 personnes de plus dans la population active**. Analysées conjointement, ces données semblent indiquer que le nombre de Québécois disponibles pour travailler s'estompe de plus en plus. D'autre part, la demande en main-d'œuvre a explosé avec **plus de 100 000 postes vacants de plus** entre le troisième trimestre de 2019 et le troisième trimestre de 2021.

Dans la section suivante, nous analyserons la situation pour chacun des groupes de travailleurs afin de départir lesquels connaissent un plein rétablissement de ceux qui ne sont toujours pas revenus à leur situation pré-pandémique.

Comment vont les groupes les plus durement touchés par la pandémie ?

Dans son *Bilan 2020 de l'emploi*, l'IDQ notait qu'il faudrait porter une attention particulière à certains groupes de travailleurs davantage affectés par la pandémie : les chômeurs de longue durée, les travailleurs de 15 à 24 ans (surtout les jeunes hommes), les travailleuses de plus de 55 ans et les immigrants. La vigueur de la reprise, conjuguée au resserrement du marché du travail, semble avoir bénéficié aux groupes les plus touchés par les premières vagues de la pandémie, mais certains demeurent encore vulnérables et à surveiller au cours de 2022.

Les chômeurs de longue durée se replacent

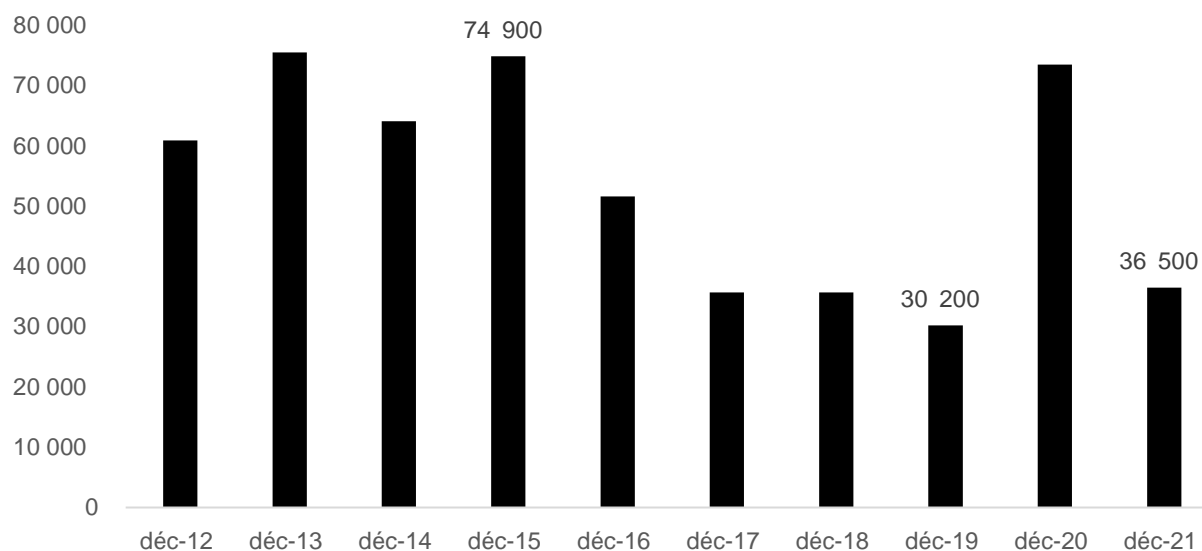
En décembre 2021, le Québec comptait **36 500 personnes sans emploi depuis plus de 27 semaines**, donc considérées comme des chômeurs de longue durée. Après avoir observé une hausse marquée en décembre 2020, force est de constater que bon nombre de ces « chômeurs pandémiques » ont depuis réussi à se replacer. Bien que le nombre de chômeurs de longue durée demeure encore plus important qu'à l'aube de la pandémie en décembre 2019, il faut aussi se rappeler que le Québec en dénombrait 74 900 avant le début du resserrement du marché du travail en 2015.

Graphique 14

Le nombre de chômeurs de longue durée poursuit sa décroissance

Nombre des chômeurs en chômage depuis 27 semaines et plus

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre de chaque année)



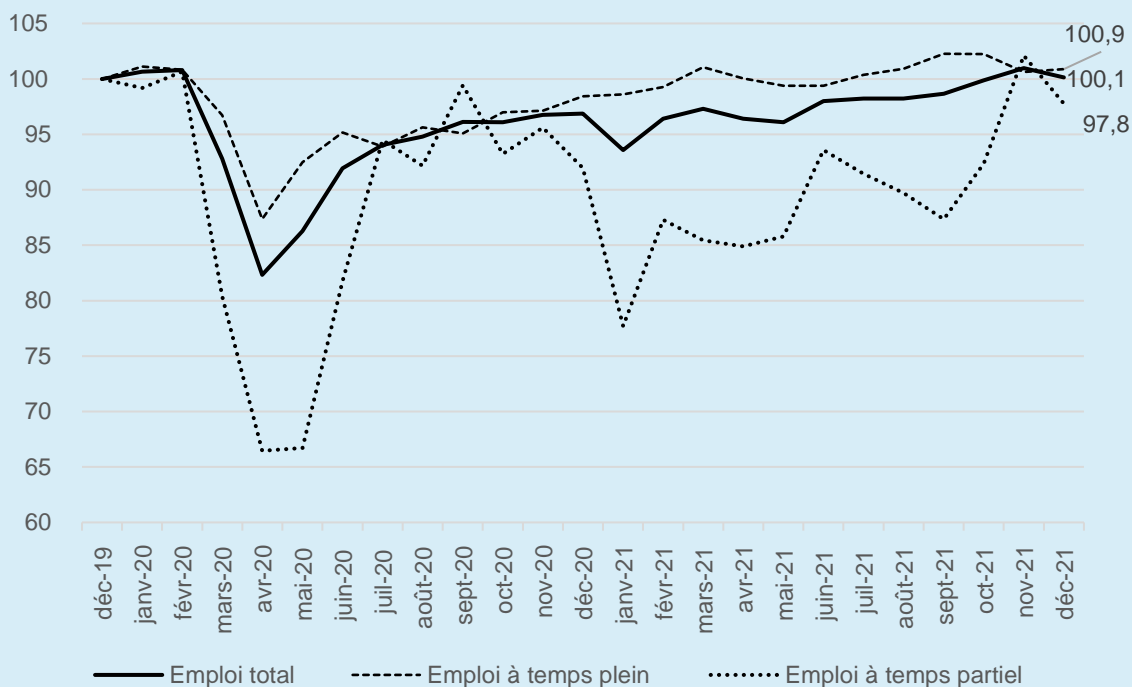
Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0342-01

Encadré 3 : Est-ce qu'il y a une «she-session» au Québec ?

Il a été beaucoup question des répercussions de la pandémie sur les femmes. L'impact du premier confinement sur l'emploi des femmes a même été décrit comme la première récession féminine (ou « She-session »). Les dernières données disponibles montrent toutefois que les femmes ont, dans l'ensemble, complètement réintégré le marché de l'emploi. Par ailleurs, des gains ont été réalisés dans l'emploi à temps plein. Cependant, la situation des femmes de 55 ans et plus n'est pas rétablie (voir graphique 17).

Graphique 15

La récupération du niveau d'emploi pour l'ensemble des femmes est complétée
 Variation de l'emploi depuis décembre 2019 au Québec par type d'emploi
 (Données mensuelles désaisonnalisées; 2019=100; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Les jeunes sont retournés au travail

Les jeunes (15 à 24 ans), dont le taux d'emploi avait drastiquement plongé au début 2020, semblent également être retournés au travail. L'analyse des indicateurs du marché du travail (emploi, chômage, activité) raconte également la même histoire : les jeunes hommes et femmes ne sont pas affectés de la même manière par les différentes restrictions sanitaires et leur situation d'emploi en décembre 2021 ressemble à celle enregistrée avant la pandémie.

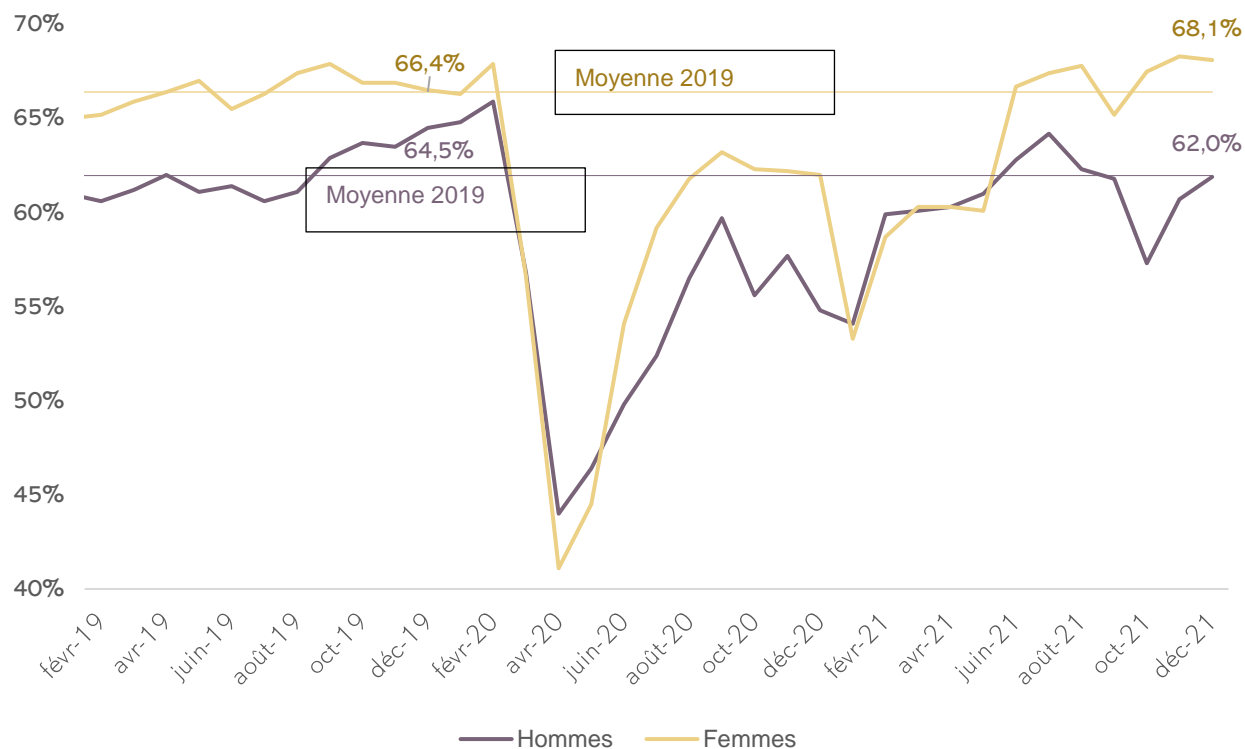
Pour les jeunes femmes, leur taux d'emploi en 2021 (**68,1 %**) a même dépassé le niveau prépandémique (**66,4 %**). Pour les jeunes hommes, bien qu'ils semblent accuser un certain

retard avec un taux d'emploi en décembre 2021 (62 %) moindre que celui de décembre 2019 (64,5 %), ce dernier est tout de même revenu à celui observé en moyenne en 2019 (62 %).

Graphique 1 6

Une bonne récupération du taux d'emploi chez les jeunes femmes, mais pas tout à fait chez les jeunes hommes

Taux d'emploi des 15 –24 ans par sexe au Québec
(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 –24 ans)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01

Notons également que ce retard de la récupération chez les jeunes hommes ne s'observe ni au Canada, ni en Ontario . Cette situation propre au Québec devra donc être suivie de près afin de mieux en comprendre les causes et surtout, de vérifier si la situation se résorbera prochainement.

Certains travailleurs expérimentés ont quitté le marché du travail

En revanche, la récupération d'emplois chez les travailleurs expérimentés, soit ceux âgés de 55 ans et plus, n'est pas complétée. Le taux d'emploi des hommes, comme celui des femmes, demeure au-dessous du niveau enregistré en 2019 et ce, qu'on compare la situation à décembre 2019 ou à la moyenne de cette année.

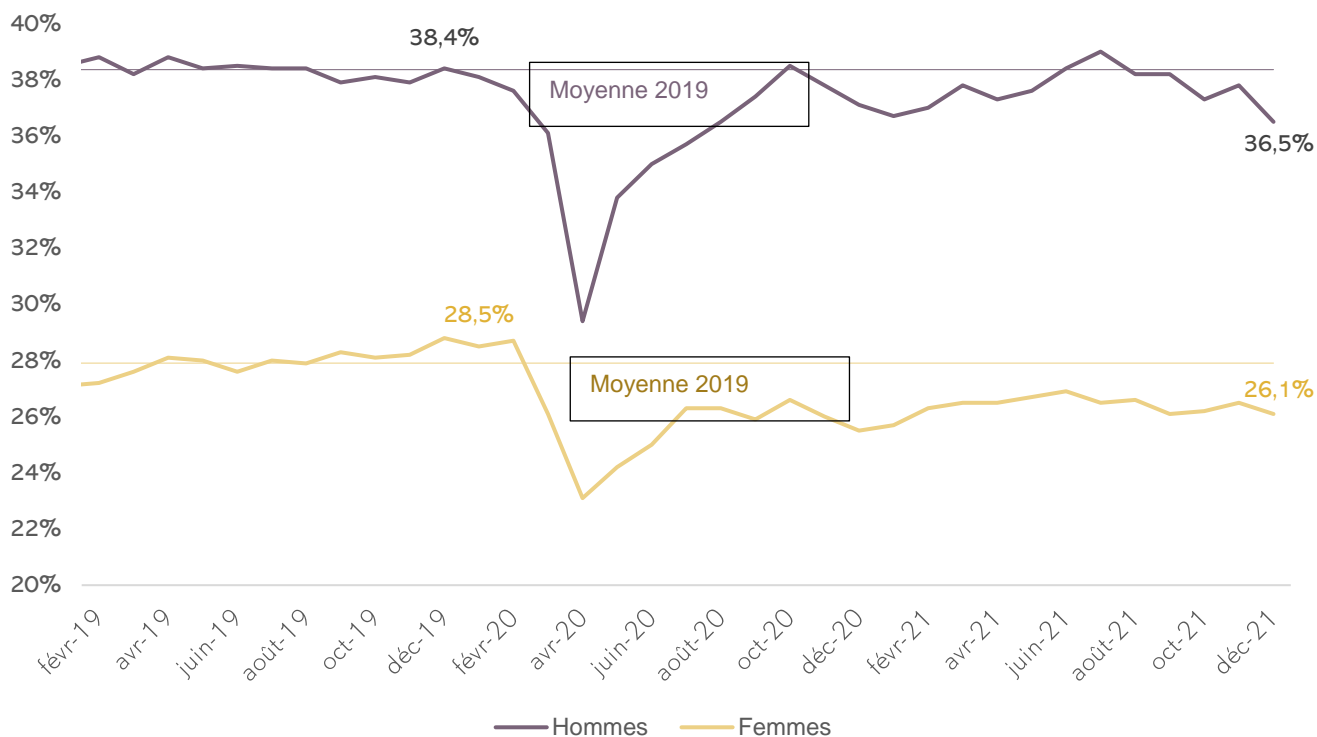
La situation des femmes est toutefois plus préoccupante puisqu'elles ne sont pas retournées à l'emploi lorsque les mesures sanitaires se sont assouplies. Dans les faits, elles sont beaucoup plus nombreuses (-25 700) que les hommes (-9 400) du même groupe d'âge à être sorties de la population active depuis décembre 2019.

Graphique 17

Des taux d'emploi en berne chez les travailleurs expérimentés

Taux d'emploi des travailleurs de 55 ans et plus par sexe au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 55 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01

Le taux d'emploi des immigrants s'est redressé

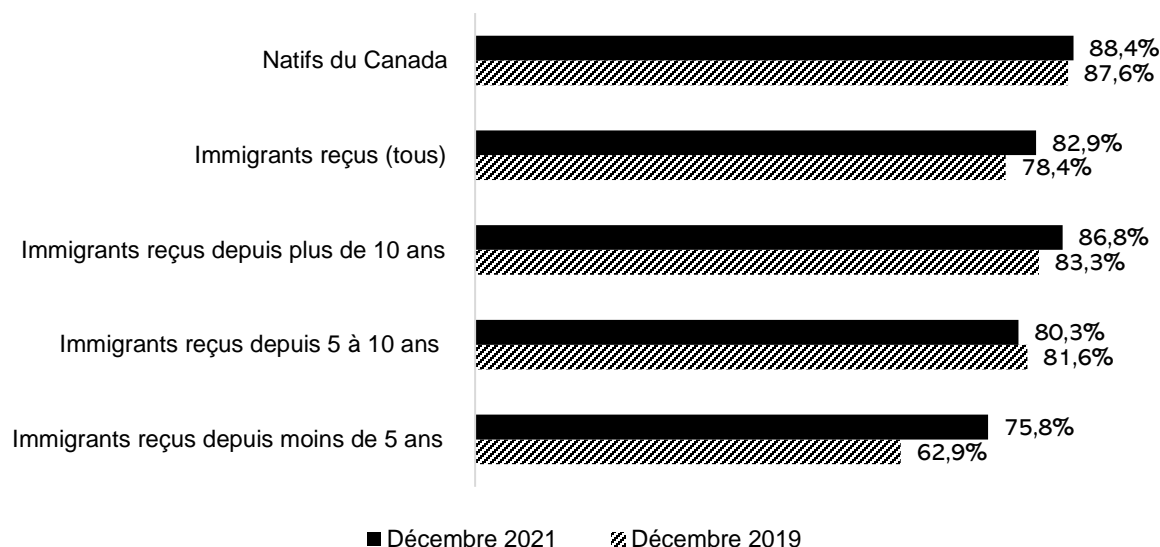
Bien que les immigrants aient été davantage affectés au cours des premiers mois de la crise sanitaire, leur situation semble s'être améliorée depuis.

En décembre 2021, leur taux d'emploi était même supérieur (**82,9 %**) à celui observé en décembre 2019 (78,4 %). L'écart entre le taux d'emploi des immigrants et celui des natifs a également continué de se résorber et ce, malgré une brève remontée observée lors de la première vague.

Graphique 1 8

Les immigrants récents s'en sortent mieux

Taux d'emploi des 25 –54 ans au Québec selon la date de résidence permanente
(Données mensuelles en moyennes mobiles 3 mois non désaisonnalisées; 25 – 54 ans)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01

Autre signe encourageant : les immigrants récents, – soit ceux reçus au Canada depuis moins de cinq ans – présentaient d'excellents résultats sur le marché du travail en décembre 2021. Non seulement leur taux d'emploi (**75,8 %**) s'est considérablement accru depuis 2019 (62,9 %) mais l'écart observé au cours de la même période avec celui des natifs est passé de 24,7 points à 12,6 points de pourcentage.

Pas de « Grande démission » au Québec mais des déplacements de travailleurs

Est-ce qu'il y a eu une « Grande démission » au Québec? Tour d'horizon des données disponibles
 Au cours de l'automne 2021, l'expression « Grande démission » a beaucoup circulé aux États-Unis. Des millions de travailleurs y auraient volontairement quitté leur emploi. Par extension, ce phénomène a suscité beaucoup de questionnements de ce côté-ci de la frontière, plusieurs se demandant si le Canada et le Québec vivaient une situation similaire à celle des Américains.

Aux États-Unis, de telles données sont collectées par le biais de l'enquête *Job Openings and Labor Turnover Survey*, qui ne connaît pas d'équivalent au Canada. Pour y pallier, nous avons passé en revue bon nombre de données recueillies par Statistique Canada. À première vue, cet examen semble indiquer qu'aucune « Grande démission » ne se profile actuellement :

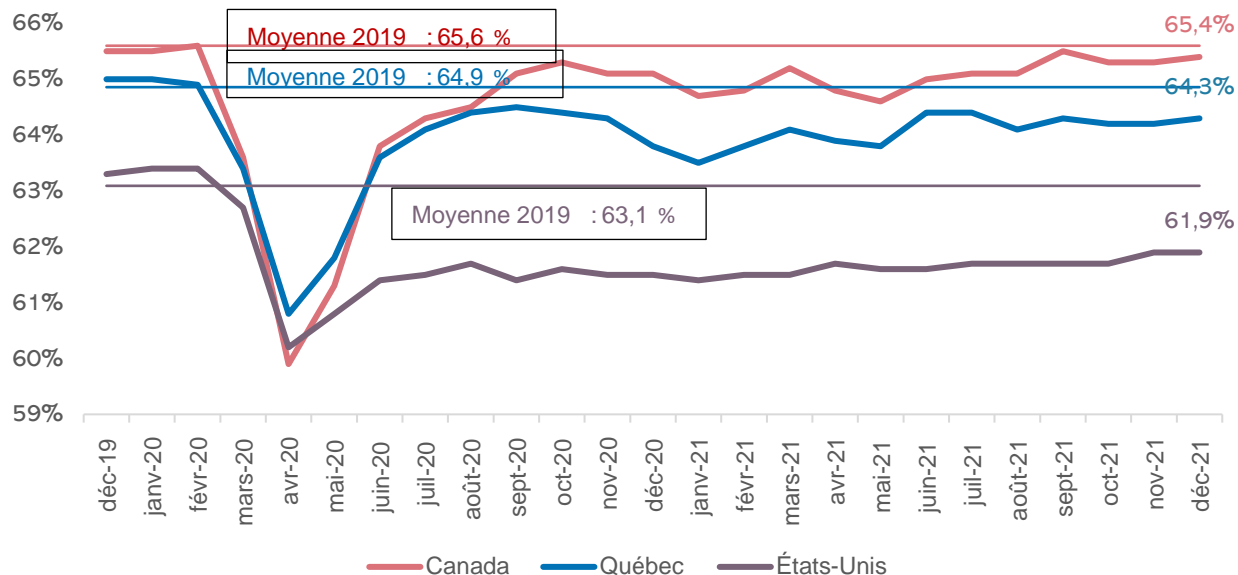
1. Au Québec, comme dans le reste du Canada d'ailleurs, le **taux d'activité**, soit la part de la population à l'emploi ou à la recherche d'un emploi, se rap proche du niveau observé en 2019. Le contraste est toutefois frappant lorsqu'on se compare aux États-Unis. Nos voisins du sud, –qui enregistraient déjà des taux d'activité moindres avant la pandémie – affichent encore un taux d'activité 1,2 point de pourcentage plus faible que celui observé en moyenne au cours de l'année 2019. Ainsi, l'écart entre les États-Unis et le Québec s'est creusé au cours de la pandémie. En d'autres termes, on ne semble pas observer d'importantes sorties du marché du travail au Québec, mises à part chez quelques groupes de travailleurs, comme les femmes de 55 ans et plus et les jeunes hommes.

Graphique 19

Des taux d'activité au Québec et au Canada supérieurs à ceux des États-Unis

Taux d'activité au Québec, au Canada et aux États-Unis

(Données mensuelles désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus; évolution depuis décembre 2019 et moyenne de 2019)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01 et Bureau of Labor Statistics

2. Peu de départs volontaires parmi les personnes au chômage ou inactives. Parmi les autres données disponibles pour apporter un éclairage à cette question : au Québec, nous détenons de l'information à l'effet que les personnes au chômage ou inactive ont quitté leur emploi volontairement ou non au cours de l'année précédente. Cette information exclut donc les personnes qui ont quitté leur emploi pour un autre travail et celles qui l'ont perdu. Au cours des récessions ou des ralentissements économiques, la proportion de personnes qui laissent volontairement leur emploi tend à diminuer alors que le nombre de celles qui le perdent augmente. La pandémie semble avoir eu un impact similaire (voir annexe 2).

3. Peu de changements d'emploi chez les travailleurs. Depuis le début de la pandémie, Statistique Canada publie un taux de changement d'emploi qui quantifie la proportion de travailleurs qui ont opté pour un autre employeur. Ces personnes ont donc quitté, volontairement ou pas, un employeur pour un autre, sans passer par une période de chômage. Au Canada en décembre 2021, ce taux s'établissait à 0,63 %, soit moins que de ce qui était observé avant la pandémie (voir annexe 2). Tout porte donc à croire que les mouvements de travailleurs entre les secteurs d'activité et les professions ont davantage

concernés les personnes qui ont d'abord perdu leur emploi et qui ont été au chômage ou inactive entre deux emplois.

4. Pas d'indication de départ à la retraite précipité. Aux États-Unis, [plusieurs analyses](#) indiquent que les départs à la retraite se sont accélérés au cours de la pandémie qui aurait contribué à la « Grande démission ». Au Québec, il n'existe aucune mesure exhaustive des départs à la retraite. On peut toutefois observer que la proportion de personnes qui ont indiqué avoir pris leur retraite parmi l'ensemble des personnes ayant quitté (volontairement ou pas) leur emploi l'année précédente n'a pas augmenté depuis 2020 (voir annexe 2). Il serait donc possible que la baisse du taux d'activité chez les 55 ans et plus soit attribuable à une pause ponctuelle liée à la pandémie, notamment en raison des risques pour la santé, et non pas à des départs à la retraite.

5. Pas de hausse du nombre de nouveaux bénéficiaires au Régime des rentes du Québec (RRQ). En 2020 et 2021, le nombre de nouveaux bénéficiaires au RRQ a légèrement diminué, comme au cours des années précédentes d'ailleurs (voir annexe 2). Il se pourrait cependant que certains Québécois, surtout les mieux nantis, aient devancé leur retraite en raison de la pandémie, sans pour autant adhérer dans l'immédiat au régime. Auquel cas, le nombre de nouveaux adhérents au RRQ ne refléterait pas nécessairement le nombre réel de nouveaux retraités.

En conclusion, les données disponibles n'indiquent pas qu'il y ait eu une « Grande démission ». Cependant, comme nous l'avons indiqué précédemment, ces données ignorent plusieurs mouvements au sein du marché du travail que nous n'arrivons pas entièrement à capter.

Des questions se posent notamment sur le mouvement des travailleurs de 55 ans qu'il conviendra de suivre de près au fil des restrictions sanitaires mises en place. En matière de politiques publiques, une autre question sous-jacente à ce phénomène en émergence chez nos voisins du Sud mérite notre attention : Est-ce que la pandémie a modifié de façon durable la structure du marché du travail en termes d'industries et de professions ?

Est-ce que les travailleurs ont changé de secteurs?

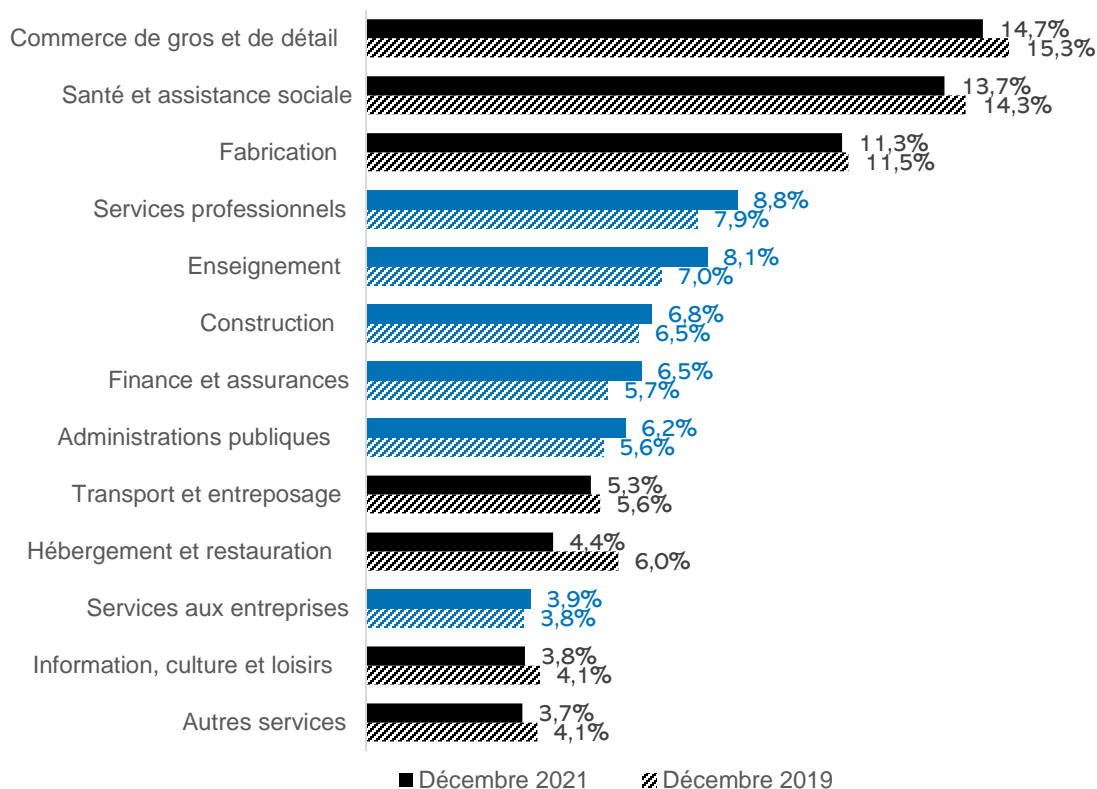
Notre analyse révèle qu'il y a bel et bien eu des changements structurels au sein du marché du travail au Québec : certains travailleurs ont carrément changé de secteur d'activité au cours de la pandémie. Ainsi, certains secteurs ont vu leur poids relatif dans l'économie diminuer (noir) au profit d'autres secteurs (bleu).

Graphique 20

Un déplacement des travailleurs entre les secteurs

Répartition de l'emploi pour certains secteurs au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; poids en pourcentage de chacune des industries dans l'emploi total de décembre 2021 et en décembre 2019)



Sources : Statistique Canada, tableau : 14-10-0355-01, calculs de l'IDQ.

Sans grande surprise, les secteurs Commerce de gros et de détail et Hébergement et restauration, particulièrement affectés par les restrictions sanitaires, ont indéniablement vu leur poids relatif dans l'emploi de la province diminuer depuis décembre 2019. Même constat pour le secteur de la Santé et de l'assistance sociale ici ce sont les [difficultés de recrutement](#) et de rétention qui sont en cause alors même que les besoins explosent. À l'inverse, les secteurs Services professionnels, Finance et Administrations publiques ont tous trois vu leur part relative augmenter.

À préciser, le secteur d'activité fait référence à la nature des activités de l'employeur. Or un travailleur peut pratiquer une même profession au sein de différentes industries.

Encadré 4 : Industries et professions

Les données relatives à l'emploi sont organisées selon différentes classifications, notamment les industries et les professions. L'industrie désigne le rôle que joue l'établissement dans l'économie alors que la profession indique le rôle d'une personne au sein d'un établissement. Les deux variables sont respectivement organisées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la Classification nationale des professions (CNP).

Est-ce que les travailleurs ont changé de profession?

Il semble y avoir moins de changements de métier que de changements de secteur. Ainsi, les pertes d'emplois se sont uniquement concentrées dans deux types de professions: les ventes et services, et la gestion.

Dans les professions relatives aux ventes et services (serveurs, vendeurs etc.), le nombre d'emploi a chuté de **135 700** au cours des deux dernières années, faisant passer ce groupe qui comptait pour 24,2 % de l'emploi total au Québec en décembre 2019 à 21,0 % en décembre 2021. Ces pertes d'emplois se retrouvaient principalement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, du commerce de détail et de la culture et loisirs.

Les emplois en gestion ont proportionnellement subi le même sort et ce, dans tous les secteurs.

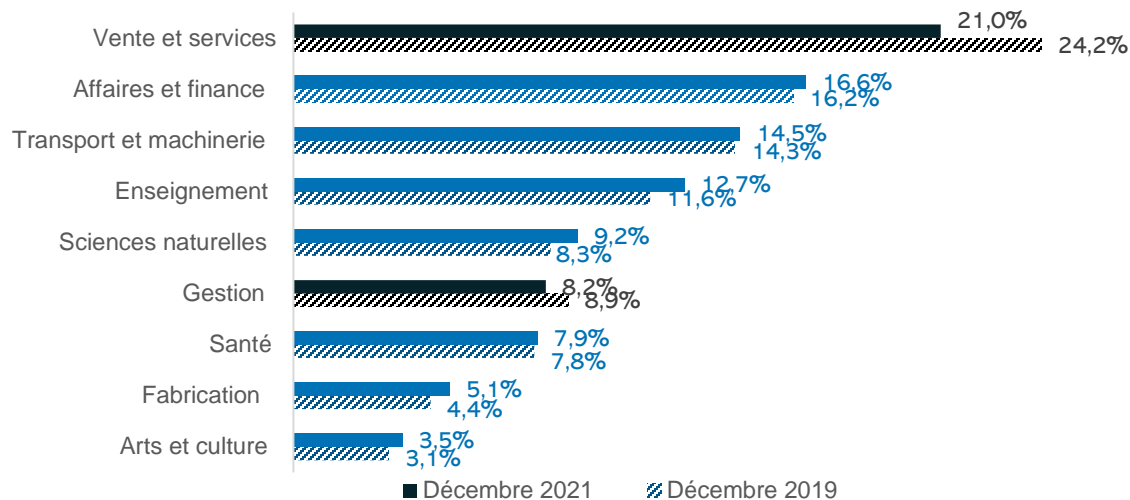
Hormis les professions des secteurs des ventes et services, et de la gestion, les autres types de professions semblent toutes avoir bénéficié de ces mouvements de travailleurs. C'est le cas de l'enseignement (qui inclut divers services sociaux) ainsi que des sciences naturelles, qui ont totalisé, à eux seuls, près de 100 000 nouveaux emplois en deux ans au Québec. Ces catégories d'emplois occupent donc désormais proportionnellement plus d'importance dans l'économie québécoise.

Graphique 2 1

Les travailleurs des métiers des ventes et services ont effectué des changements

Répartition de l'emploi pour certaines professions au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; 15 ans et plus; répartition en point de pourcentage du poids de chacune des professions dans l'emploi total en décembre 2021 et décembre 2019)



Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0296-01.

En 2020, notre analyse révélait déjà que le déplacement des travailleurs provenant des secteurs et des professions les plus affectés par la pandémie, vers ceux plus en demande ne serait pas chose aisée car les compétences requises s'avéraient fort différentes.

Force est de constater que le contexte de transformation du marché du travail, jumelé à la rareté de main-d'œuvre, a incité travailleurs et employeurs à s'adapter rapidement. Plusieurs recherches parviennent à ce constat et indiquent que les employeurs [recrutent davantage de travailleurs avec un niveau de qualification moindre](#) pour les former à l'interne.

Est-ce que les travailleurs ont changé de région ?

Face aux fermetures/réouvertures de certains secteurs d'activité et à la généralisation du télétravail, plusieurs se sont demandé si les travailleurs avaient décidé de changer de région. Bien que ces mouvements puissent être analysés sous plusieurs angles, il apparaît que certaines régions du Québec ont connu une création d'emplois importante au cours des deux dernières années tandis que d'autres n'ont pas entièrement récupéré les pertes d'emplois qu'elles ont accusées.

Les déménagements interrégionaux pourraient en partie expliquer ces déplacements. L'Institut de la statistique du Québec [rapportait](#) par ailleurs que les migrations à l'intérieur du Québec avaient été plus nombreuses en 2020-2021 qu'au cours des années précédentes. Cependant, le profil démographique (moins de personnes en âge de travailler), l'apport de l'immigration (moins d'arrivées de nouveaux immigrants dans certaines régions) et la part de l'emploi dans les secteurs les plus affectés (ex : régions touristiques) pourraient être en cause.

Les salaires augmentent-ils plus rapidement depuis un an ?

La croissance des salaires de retour à son niveau prépandémique

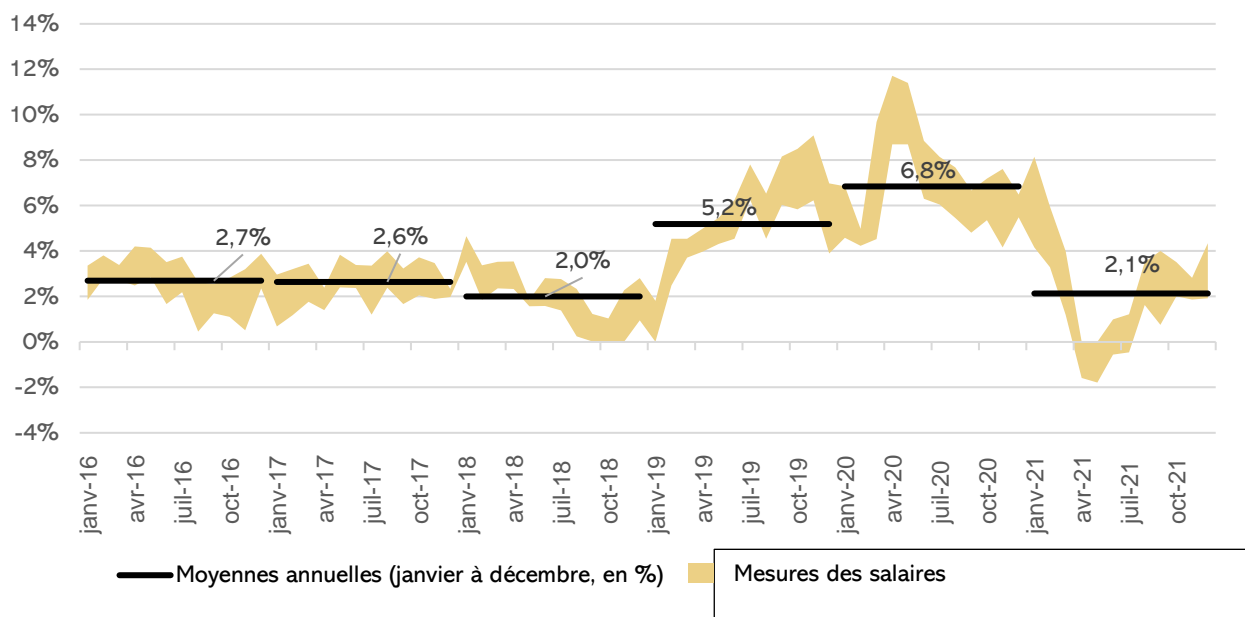
Il n'est pas évident d'évaluer l'évolution des salaires, notamment puisqu'il existe plusieurs manières de les mesurer (horaire, hebdomadaire, médian, moyen). Toutefois, lorsqu'on agrège les principaux résultats, un constat s'impose : bien qu'une croissance des salaires aient été enregistrée au Québec en 2019 (5,2 %) ainsi qu'en 2020 (6,8 %), cette dernière a chuté à 2,1 % en 2021⁴.

Graphique 2 2

La croissance des salaires de retour à son niveau prépandémique

Croissance des salaires des employés au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; 15 ans et plus; variations annuelles de différentes mesures de l'Enquête sur la population active comprises dans la zone ombragée; moyennes annuelles représentées par les lignes noires)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0063-01, calculs de l'IDQ.

Note : La zone ombragée en jaune inclut quatre mesures des salaires des employés de l'EPA : le salaire horaire moyen, le salaire hebdomadaire moyen, le salaire horaire médian et le salaire hebdomadaire médian. L'objectif de ce graphique est de représenter visuellement l'étendue des mesures de la croissance des salaires.

⁴ Plusieurs enquêtes permettent de suivre la progression des salaires au Québec. Nous présentons ici les données de l'Enquête sur la population active (EPA) qui fournit des renseignements récents et détaillés sur les salaires des employés québécois. Néanmoins, deux autres enquêtes de Statistique Canada alimentent également notre réflexion sur les salaires : l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) et l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS).

L'effet du premier confinement s'estompe en 2021

Il faut toutefois être très prudent avec l'analyse de ces données et surtout y apporter les nuances qui s'imposent car la croissance des salaires enregistrée en 2020 pourrait être davantage attribuable aux pertes d'emplois observées chez les bas salariés au cours du premier confinement, – ce qui se serait plus traduit par une augmentation de la moyenne générale que par une véritable hausse des salaires.

En 2020, la composition du marché du travail s'est transformée au Québec. Bon nombre de travailleurs, notamment dans les secteurs du divertissement, du tourisme et de la restauration, se sont retrouvés au chômage ou hors de la population active. Comme une forte proportion des employés de ces secteurs gagnent moins que le salaire horaire moyen, le revenu moyen des Québécois s'en est trouvé artificiellement accru. À la lumière de ce constat, il devient donc difficile de savoir si le Québec a connu une réelle amélioration du salaire de ses travailleurs ou si cette croissance ne reflète qu'une plus grande représentation des hauts salariés dans l'emploi total.

Les analyses de [Statistique Canada](#)⁵ indiquent qu'avec le retour à l'emploi des travailleurs à bas salaires, les données sur la croissance des salaires en 2021 sont moins biaisées par cet « effet de composition » qu'au début de la pandémie, ce qui explique en partie pourquoi la croissance des salaires a été moindre en 2021 qu'en 2020.

Toutefois, un examen des plus récentes données laisse envisager une accélération de la croissance des salaires au cours des prochains mois. Après avoir atteint un creux en avril, cette croissance a enregistré une variation annuelle moyenne de 3,4 % à la fin 2021. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette remontée, notamment un contexte inflationniste et des pénuries de main-d'œuvre qui tendent à se généraliser.

La croissance des salaires n'a pas été suffisante pour absorber le choc de l'inflation des derniers trimestres

Au cours des derniers mois de 2021, l'inflation et la hausse de l'Indice des prix à la consommation ont grandement fait la manchette et suscité l'intérêt, sinon l'inquiétude, des citoyens. À ce chapitre, notre analyse des données disponibles indique que si les salaires

⁵ L'analyse effectuée consiste à comparer la croissance des salaires dans deux cas de figure 1) en supposant que la composition du marché du travail, en termes de professions et de durée d'emploi, est la même qu'en 2019; 2) en considérant la composition réelle du marché du travail pendant la pandémie. À l'échelle canadienne, entre décembre 2019 et décembre 2020, les salaires ont augmenté de 3,0 % selon la composition fixe, mais de 5,5 % selon la composition réelle. Entre décembre 2020 et décembre 2021, les salaires se sont accrus de 2,6 % selon la composition fixe et de 2,7 % selon la composition réelle. Ceci indique que les changements dans la composition de l'emploi ont eu moins d'incidence sur la croissance des salaires qu'au début de la pandémie.

augmentaient plus rapidement que l'inflation jusqu'en 2020, la tendance s'est inversée au cours de la pandémie.

Le graphique 23 montre l'évolution des salaires réels, c'est-à-dire ajustés à l'inflation, entre 2007 et 2021 pour le Canada, le Québec, l'Ontario et les États-Unis. Il révèle notamment qu'après la crise financière de 2008-2009, les salaires réels moyens horaires ont constamment progressé et ce, dans ces quatre juridictions. Ce graphique nous apprend aussi qu'à compter de 2016, la croissance des salaires réels était plus élevée au Québec qu'ailleurs.

Enfin, l'analyse montre qu'à partir de 2020, l'inflation a eu une incidence négative sur les salaires réels. La tendance à la baisse des courbes dans toutes les juridictions indique que dès lors les salaires n'augmentaient pas à un rythme aussi rapide que l'Indice des prix à la consommation.

Graphique 23

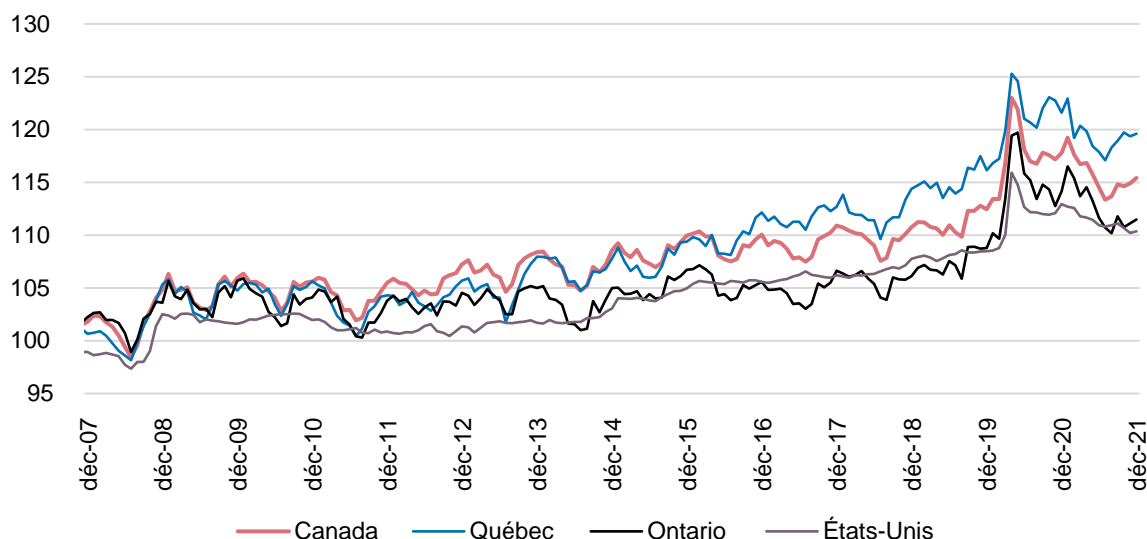
Une croissance des salaires plus forte au Québec

Variation des salaires réels moyens au Canada, au Québec, en Ontario et aux États-Unis depuis 2007

(2007=100; Canada : Salaires horaires moyens, données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; Indices des prix à la consommation au Canada, au Québec et en Ontario;

États-Unis : *Average Hourly Earnings of All Employees, Total Private;*

Consumer Price Index for All Urban Consumers: All Items in U.S. City Average)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0063-01 et 18-10-0004-01; U.S. Bureau of Labor Statistics

Note : les données américaines sur la rémunération proviennent d'une enquête entreprise (exclu notamment les travailleurs autonomes) tandis que les données canadiennes proviennent d'une enquête ménage qui inclut ces travailleurs.

Le graphique 24 permet quant à lui d'examiner plus spécifiquement la tendance qui s'est profilée au cours de la pandémie, soit entre 2019 et 2021. En premier lieu, on remarque que les salaires réels se sont fortement appréciés lors des deux premiers trimestres de 2020 sous l'impulsion de l'effet de composition comme nous l'avons vu précédemment.

Cet effet s'est ensuite graduellement estompé, si bien qu'à la fin 2021, les salaires réels se maintenaient à des niveaux supérieurs qu'avant la pandémie et ce, dans toutes les juridictions. Il est toutefois important de souligner qu'entre 2020 et 2021, les salaires réels ont bel et bien diminué. Autrement dit, cette analyse nous apprend que l'inflation des deux dernières années a, en effet, été supérieure à la croissance des salaires, mais pas au point de plonger les travailleurs dans une situation plus désavantageuse qu'en 2019.

Graphique 2 4

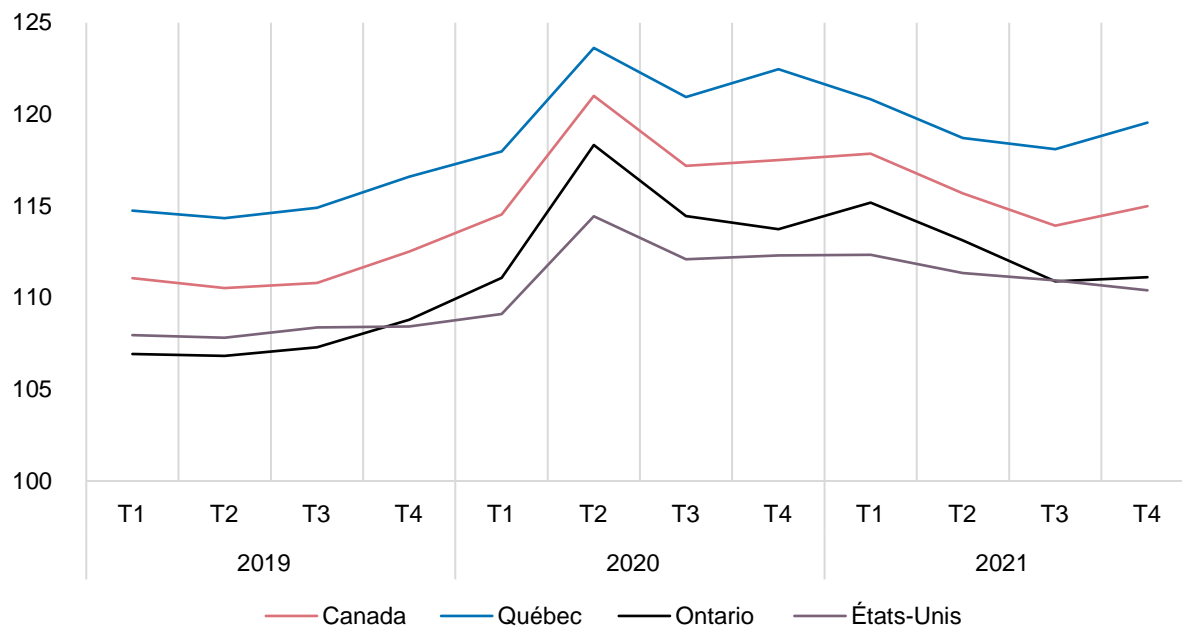
En 2021, les salaires augmentent moins rapidement que l'IPC

Variation des salaires réels moyens au Canada, au Québec, en Ontario et aux États-Unis depuis 2019 et 2021

(2007=100; Canada : Salaires horaires moyens, données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; Indices des prix à la consommation au Canada, au Québec et en Ontario;

États-Unis : *Average Hourly Earnings of All Employees, Total Private;*

Consumer Price Index for All Urban Consumers: All Items in U.S. City Average)



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0063-01 et 18-10-0004-01; U.S. Bureau of Labor Statistics

Le gouvernement a-t-il identifié les bons secteurs à soutenir ?

Encadré 5 : Le plan du Québec pour contrer la rareté de la main-d'œuvre

Dans sa mise à jour budgétaire de novembre 2021, le gouvernement du Québec a prévu pour les cinq prochaines années plusieurs initiatives en matière de formation, de requalification et d'attraction des travailleurs dans cinq secteurs économiques qu'il a identifiés comme étant prioritaires :

La santé et les services sociaux dans ce domaine, les principales professions ciblées par ce plan sont les infirmières et infirmiers, les infirmières et infirmiers cliniciens et auxiliaires, les inhalothérapeutes, les préposées et préposés aux bénéficiaires, les auxiliaires aux services de santé et sociaux, les psychologues, les travailleuses et travailleurs sociaux ainsi que les agentes et agents de relations humaines.

L'éducation : les principales professions ciblées sont les enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire, ainsi que les éducateurs en service de garde en milieu scolaire et les techniciens en éducation spécialisée.

Les services éducatifs à l'enfance : dans ce secteur, on vise principalement les éducatrices et les éducateurs.

Le génie et les technologies de l'information : aucune profession spécifique n'a été identifiée dans ce secteur. L'objectif visant plutôt à soutenir le développement de la main-d'œuvre et le recrutement en technologies de l'information (TI).

La construction : aucune profession spécifique n'a été identifiée dans ce secteur. L'objectif étant plutôt d'accroître la diplomation et de développer les compétences tout en accélérant et en facilitant l'intégration des travailleurs à l'industrie, notamment en y favorisant l'embauche des femmes, des autochtones et des immigrants.

Source : Gouvernement du Québec, *Opération main-d'œuvre, mesures ciblées pour des secteurs prioritaires*, disponible [ici](#)

Les secteurs ciblés ont presque entièrement récupéré les pertes d'emploi des premières vagues

Trois secteurs, soit la construction, les services professionnels, scientifiques et techniques et l'enseignement, ont enregistré une variation de l'emploi au cours des deux dernières années, ce qui a pour conséquence de ramener les niveaux d'emploi au-delà de ce qu'ils étaient à la fin 2019. Bien qu'une tendance à la baisse ait été enregistrée à certains moments de la pandémie, la tendance générale est à la hausse dans ces secteurs.

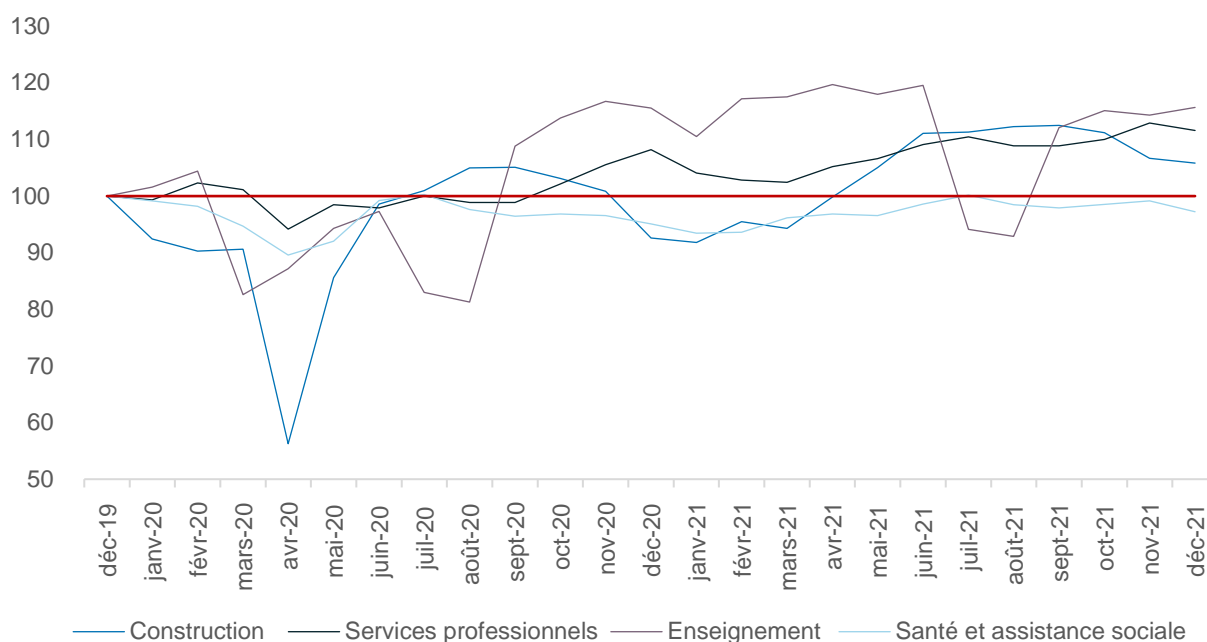
De décembre 2019 à décembre 2021, le secteur de la santé et de l'assistance sociale, pour sa part, vu une variation générale de l'emploi à la négative. Ce secteur n'a d'ailleurs toujours pas retrouvé les niveaux d'emploi qui étaient les siens à la fin 2019, soit avant la crise sanitaire.

Graphique 25

L'emploi s'est accru dans tous les secteurs sauf en santé et assistance sociale ⁶

Variation de l'emploi de décembre 2019 à décembre 2021

(Données mensuelles non désaisonnalisées, 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0022-01

⁶ Il est important d'avoir une bonne compréhension de l'emploi dans ces secteurs et de son évolution au cours des dernières années afin de mieux évaluer l'effort à fournir par le gouvernement du Québec. Avec le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et sa répartition des activités économiques, nous pouvons reclassifier les cinq secteurs prioritaires du gouvernement au sein des quatre codes SCIAN pour obtenir des données et des informations sur l'emploi : SCIAN Construction = Construction ; SCIAN Services d'enseignement = Éducation ; SCIAN Services professionnels, scientifiques et techniques = Génie et les technologies de l'information ; SCIAN Soins de santé et assistance sociale = Santé et services sociaux, services éducatifs à l'enfance.

Pour les secteurs ciblés, l'offre de main-d'œuvre n'est pas suffisante

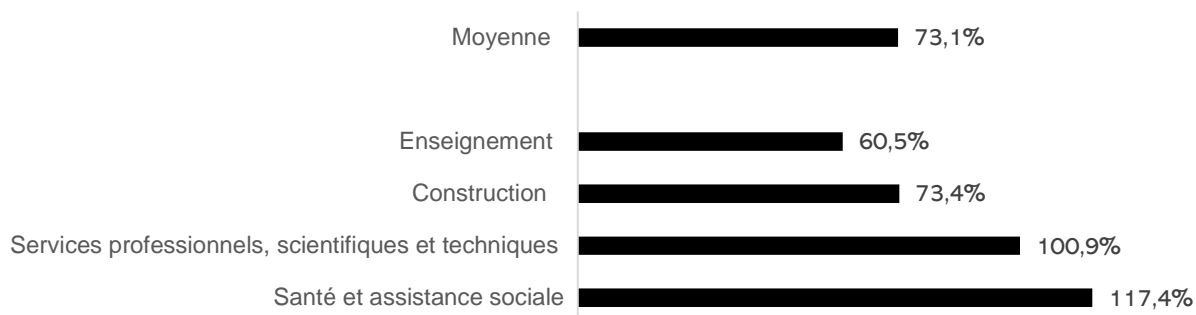
Du troisième trimestre de 2019 au troisième trimestre de 2021, tous les secteurs jugés prioritaires par le gouvernement du Québec ont connu une croissance importante de leurs postes vacants. Les besoins en main-d'œuvre sont particulièrement criants dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale où cette croissance a atteint **117 %**. Exception faite du secteur de l'hébergement et de la restauration, les secteurs identifiés comme étant prioritaires sont ceux qui ont connu les plus fortes hausses de postes vacants. Notamment les données sur les postes vacants dans le secteur de l'enseignement masquent une réalité particulière : plusieurs postes, notamment ceux d'enseignants, ne peuvent être laissés vacants. Résultat le nombre de postes vacants s'en trouve donc relativement moindre bien que dans les faits, des ajustements en matière de gestion ont dû être apportés.

Graphique 2 6

Une hausse marquée des besoins de main-d'œuvre au Québec depuis deux ans, et particulièrement dans quatre secteurs d'activité

Variation en % des postes vacants, 3^e trimestre de 2019 au 3^e trimestre de 2021, Québec

(Données trimestrielles non désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0326-01, calculs de l'IDQ.

La tension sur le marché du travail dans ces secteurs se reflète également dans l'indicateur du nombre de chômeurs par poste vacants. Au troisième trimestre de 2021, on comptait à peine plus d'un chômeur par poste vacant dans l'ensemble de l'économie. Dans trois des secteurs prioritaires par le gouvernement, on compte même moins d'un chômeur par poste vacant, soit moins d'un Québécois disponible pour travailler et qui a une expérience récente dans ce secteur⁷. Encore une fois, dans le secteur de l'enseignement, les données doivent être interprétées avec précaution car le nombre de chômeurs s'accroît chaque année au cours des vacances d'été, incluses dans les données du troisième trimestre.

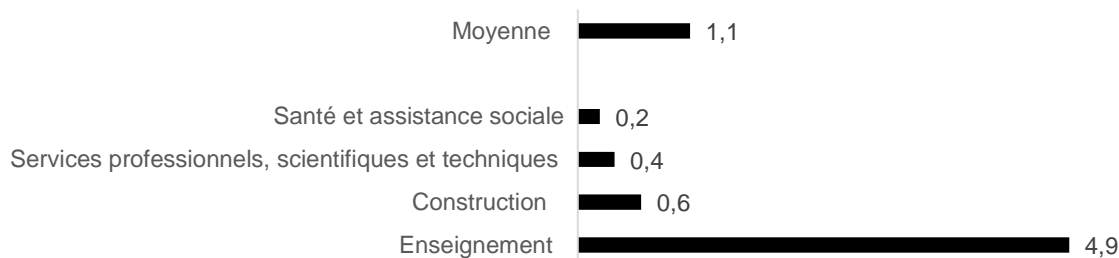
⁷ Pour les chômeurs, les données sur l'industrie ont trait à l'emploi précédent, dans la mesure où ce dernier a été occupé au cours de la dernière année.

Graphique 2 7

Un bassin de chômeurs disponibles familiale dans presque tous les secteurs

 Nombre de chômeurs par poste vacant du 3^e trimestre de 2021

(Données mensuelles et trimestrielles non désaisonnalisées, 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableaux : 14-10-0022-01 et 14-10-0326-01, calculs de l'IDQ.

Des secteurs dont les déficits en main-d'œuvre s'accroîtront

Les plus [récents pronostics](#) du gouvernement du Québec en matière de besoins à moyen terme (2023) pour son marché du travail identifie 124 professions jugées en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre pour lesquelles des efforts additionnels devront être consentis afin de réduire le manque de ressources. Au total, ces 124 professions représentent 25 % des professions et 36 % de l'emploi au Québec. Ce rapport pointe plus particulièrement les secteurs de la construction, des technologies de l'information et de la santé qui ont retrouvé –et dépasseront éventuellement– la croissance de l'emploi anticipée avant la crise. Dans ces secteurs, le pronostic pour certaines professions s'est aggravé pendant la pandémie:

- Construction : l'annonce de plusieurs projets d'infrastructures, combinée au recul continu du nombre de finissants dans les programmes de formation liés au domaine, a donné lieu à un diagnostic de léger déficit pour plusieurs métiers de la construction (p. ex. : mécaniciens en réfrigération et en climatisation et conducteurs d'équipements lourds, sauf les grues);
- Santé : plusieurs professions étaient déjà évaluées en déficit, mais d'autres sont passées de léger déficit à déficit (p. ex. : coordonnateurs des soins infirmiers et pharmaciens);
- Technologie de l'information : certaines professions sont également passées d'équilibre à léger déficit (p. ex. : ingénieur informaticien, concepteur et développeur Web, évaluateur de systèmes informatiques et technicien en graphisme).

Les secteurs et les professions ciblés par le gouvernement ont généralement retrouvé leur niveau d'emploi prépandémique et même poursuivi leur croissance. Toutefois, pendant la crise sanitaire, ils ont également vu le nombre de leurs postes à combler exploser et le bassin de chômeurs disponibles pour y travailler se rétrécir. Cela indique donc que ces secteurs sont bel et bien confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et tout signale que cette situation va persister au cours des prochaines années.

De plus, la forte demande pour les services en santé, en éducation et en services de garde, ne risque pas de s'atténuer à court terme. Même constat pour les TI, comme l'a révélé plus spécifiquement le rapport [Comparer Montréal](#) publié par l'IDQ en décembre dernier. Les

besoins en TI pour l'ensemble de l'économie ne feront que s'accroître et la disponibilité des talents demeure au cœur des préoccupations des entreprises. Enfin, malgré un léger ralentissement observé dans la construction en 2020 en raison de la pandémie, l'offre de main-d'œuvre dans ce secteur s'avère actuellement une préoccupation constante pour les employeurs qui peinent à recruter des travailleurs. Y [assurer la relève](#) représentera donc un défi important pour la grande majorité des métiers et des occupations dans ce domaine.

Ainsi, les données indiquent clairement que les secteurs et les professions identifiées en novembre par le gouvernement du Québec sont et bel et bien sous haute pression et qu'ils vont le demeurer au cours des prochaines années malgré le ralentissement anticipé de la croissance économique.

Mais l'ampleur du problème ne s'arrête pas là : les besoins en main-d'œuvre s'étendent dorénavant bien au-delà de ces cinq secteurs et les pressions se sont accentuées au cours de la dernière année. Dans un contexte de vieillissement de la population qui s'échelonne encore sur plusieurs années, sans transformation majeure de l'approche des entreprises, des syndicats, des établissements d'enseignement et du gouvernement en matière de gestion des ressources humaines, la rareté de main-d'œuvre constituera indéniablement un enjeu majeur de la relance.

À ce chapitre, nous recommandons au gouvernement du Québec de mettre de l'avant des mesures transversales qui viseront une meilleure intégration en emploi des groupes sous-représentés, d'accroître la formation continue pour accroître les compétences du personnel disponible, d'abolir les critères de création d'emplois en lien avec les aides publiques, de revoir l'organisation du travail et les conventions collectives, d'améliorer les processus en lien avec l'attraction et la rétention des immigrants et des travailleurs temporaires et, de mieux soutenir les entreprises pour accélérer leur virage numérique .

Regard vers l'avenir : déséquilibres accrus en vue?

Des pressions accrues sur le marché du travail

Notre analyse démontre que le marché du travail québécois s'est presque entièrement remis des dommages causés par les premières vagues de la pandémie. La vigueur de la reprise et le resserrement du marché de l'emploi ont même pu bénéficier à certains groupes de travailleurs habituellement moins favorisés comme les immigrants et les jeunes femmes. Voilà donc l'occasion de réduire les inégalités qui y persistent.

Cependant, le marché de l'emploi du Québec doit encore faire face à certains défis :

- Le vieillissement de la population continue et continuera à restreindre l'offre potentielle de main-d'œuvre alors même que les besoins seront croissants, notamment dans le domaine de la santé;
- Certains groupes de travailleurs, notamment les plus de 55 ans, ne sont pas entièrement retournés au travail;
- Le resserrement du marché de l'emploi pourrait bénéficier aux travailleurs en se traduisant par une hausse plus importante de leurs salaires, mais une certaine inflation accompagne généralement la croissance des revenus, ce qui n'accroît donc pas nécessairement leur pouvoir d'achat.

Une nouvelle normalité pour la restauration, l'hébergement et le commerce ?

Pour les secteurs de la restauration, de l'hébergement et du commerce, la difficulté à trouver des travailleurs continuera d'être modulée par de nouvelles restrictions et l'appétit retrouvé des consommateurs pour leurs services.

Si la tendance de la dernière année se maintient – ce qui semble tout probable – ces secteurs pourraient être confrontés à des difficultés de recrutement persistantes, ce qui pourrait les contraindre à revoir leur modèles d'affaires et leur organisation du travail bien au-delà de la pandémie.

Présentement moins attrayants pour les travailleurs (risque de contamination plus élevé, service affecté par le manque de main-d'œuvre, incertitude quant au maintien des activités, etc.), ces secteurs pourraient devoir miser sur le travail atypique pour retenir les travailleurs de 55 ans et plus, sur l'automatisation et la robotisation et sur une formation accrue. Il est donc possible qu'il y ait moins de restaurants et de magasins avec pignon sur rue dans l'avenir et que le recours aux services automatisés s'accroît. Il faudra aussi miser sur des modèles d'affaires qui requièrent moins de travailleurs peu qualifiés et faiblement rémunérés, et davantage de travailleurs plus qualifiés à qui l'on offrira de meilleures conditions de travail. Le recours aux travailleurs temporaires et à l'immigration ne sera vraisemblablement pas la panacée pour les professions en vente et services.

Le télétravail, là pour durer

Pour un grand nombre de Québécois, la transition vers le travail à domicile a été l'une des conséquences les plus marquantes de la COVID-19. Statistique Canada révèle qu'en janvier 2022, près du quart des Canadiens (**24,3** %) travaillaient désormais exclusivement à partir de leur foyer. À titre comparatif, selon le Recensement de la population de 2016, seulement 7,5 % des répondants avaient alors déclaré travailler habituellement de la maison .

Avec la possibilité accrue de travailler de chez soi ou en mode « hybride » dans de nombreux secteurs, les emplois qui ne permettent pas cette flexibilité [pourraient perdre en popularité](#) auprès des travailleurs. Là encore, un défi semble se profiler pour les secteurs de la restauration, de l'hébergement et du commerce .

Une opportunité pour se déplacer vers des professions mieux rémunérées

Confrontés à des difficultés de recrutement, certains employeurs pourraient réévaluer leurs exigences, notamment en termes de scolarité. Ainsi, pour un même poste, ils pourraient exiger un niveau de scolarité inférieur et, dans certains cas, offrir de une formation compensatoire en cours d'emploi.

[Plusieurs études](#) abondent en ce sens, et on observe même, du moins au niveau canadien, un déplacement des travailleurs moins qualifiés vers des emplois mieux rémunérés. Des données préliminaires révèlent, en effet, que davantage de diplômés d'études secondaires (ou moins) occupent un poste pour lequel un diplôme universitaire est habituellement exigé . Cette tendance [s'est accrue plus rapidement](#) entre novembre 2019 et novembre 2021.

Ce phénomène contraste avec ce qui est généralement observé au cours des reprises économiques où les travailleurs se déplacent souvent d'emplois de production de biens relativement payants vers des emplois de services [moins bien rémunérés](#) . L'après-COVID semble donc représenter pour les travailleurs une opportunité d'obtenir des emplois mieux rémunérés et plus satisfaisants.

Mais pour que ces gains puissent se matérialiser, il faudra mieux soutenir les travailleurs, notamment en les aidant à se former. Cela devra se faire en entreprise mais il faudra également s'assurer de renforcer les mécanismes, comme le crédit canadien pour la formation, qui permettent aux Québécois de se former de manière autonome.

Les compétences de l'avenir

Les variations de l'emploi au cours des deux dernières années nous permettent de percevoir plusieurs tendances quant aux futurs besoins en compétences du marché du travail québécois :

1) Des besoins de plus en plus importants pour les travailleurs hautement qualifiés

Les [projections d'Emploi -Québec](#) sont claires : la quasi-totalité des professions jugées en déficit de main-d'œuvre à l'horizon de 2023 sont hautement qualifiées, c'est-à-dire qu'elles requièrent un diplôme universitaire ou collégial. La pandémie a accéléré cette tendance déjà établie.

2) Les compétences du «care»

Les besoins en main-d'œuvre dans les secteurs qui fournissent des services essentiels à la population, comme des soins de santé et d'assistance sociale et des services d'enseignement vont continuer de progresser et ce, même dans un contexte économique et budgétaire plus difficile. Force est de constater que les besoins liés à la gestion d'une maladie endémique vont également perdurer.

3) Littératie, numératie et compétences numériques

[Statistique Canada](#) rapporte qu'au cours des deux dernières années, des hausses notables ont aussi été enregistrées dans la proportion de travailleurs exerçant des professions pour lesquelles il est important de posséder des compétences plus soutenues en compréhension de lecture, d'écriture, et en résolution de problèmes complexes.

À cet égard, il faut donc s'assurer d'accroître les investissements en éducation, notamment pour encourager la persévérance scolaire et ainsi hausser le niveau de ces compétences essentielles dans la population.

Par ailleurs, le virage numérique ne se fera pas sans des professionnels et des gestionnaires bien formés ni sans des utilisateurs en mesure de tirer le meilleur des avancées et d'intégrer les nouveaux outils dans leurs tâches. D'une part, cette transition exige de rehausser les compétences numériques de l'ensemble des travailleurs alors que le Québec et le Canada enregistrent des retards en littératie numérique. D'autre part, il faut aussi accroître les compétences essentielles des professionnels en TI afin qu'ils facilitent l'adoption et l'utilisation des outils numériques en entreprise.

Annexe 1 : Quelques chiffres clé

Caractéristiques de la population active	Groupe d'âge	Décembre 2019	Décembre 2021	Récupération par rapport à décembre 2019
Population active	15 ans et plus	4 567 700	4 576 000	100,2
	15 à 24 ans	657 800	643 400	97,8
	25 à 54 ans	2 911 200	2 969 100	102,0
	55 ans et plus	998 600	963 500	96,5
Emploi	15 ans et plus	4 326 300	4 360 400	100,8
	15 à 24 ans	597 400	587 500	98,3
	25 à 54 ans	2 783 000	2 861 300	102,8
	55 ans et plus	945 900	911 600	96,4
Emploi à temps plein	15 ans et plus	3 514 100	3 583 500	102,0
	15 à 24 ans	262 500	267 400	101,9
	25 à 54 ans	2 513 300	2 605 200	103,7
	55 ans et plus	738 400	710 800	96,3
Emploi à temps partiel	15 ans et plus	812 200	777 000	95,7
	15 à 24 ans	334 900	320 000	95,6
	25 à 54 ans	269 700	256 100	95,0
	55 ans et plus	207 600	200 900	96,8
Chômage	15 ans et plus	241 400	215 600	112,0
	15 à 24 ans	60 500	55 900	108,2
	25 à 54 ans	128 300	107 800	119,0
	55 ans et plus	52 700	51 900	101,5

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

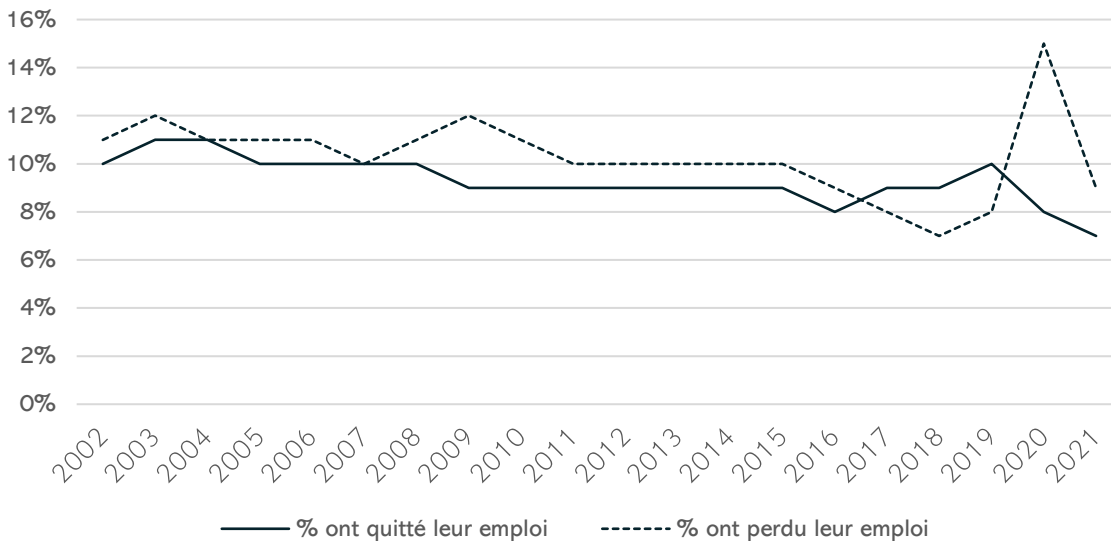
Annexe 2 : Assistons-nous à une grande démission au Québec? (Précisions)

Graphique 2 8

Pas de hausse des départs volontaires parmi les chômeurs et les inactifs

% raison évoquée pour avoir quitté l'emploi durant l'année précédente sur le total des chômeurs et inactifs

(données annuelles*, 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0126-01

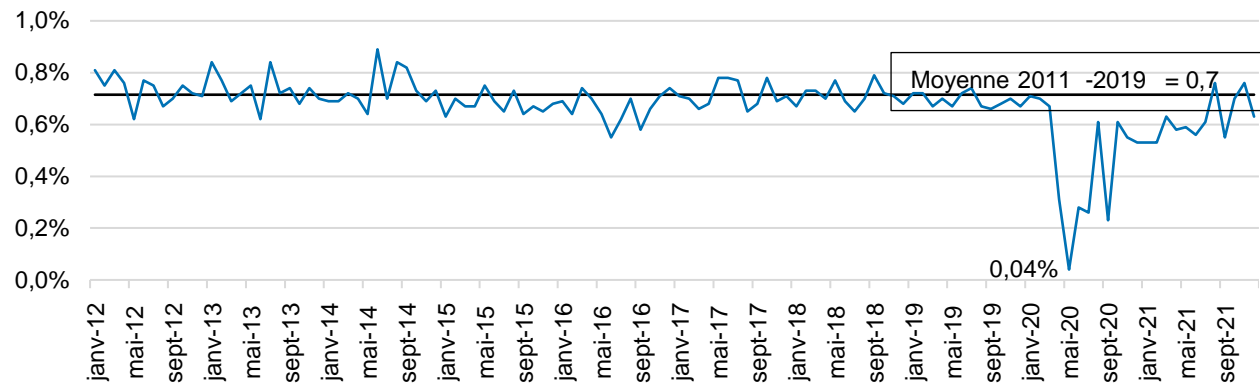
*Nous présentons ici les données annuelles car les données mensuelles désaisonnalisées ne sont pas disponibles

Graphique 29

Le taux de changement d'emploi revenu au niveau prépandémique au Canada

Taux de changement d'emploi

(Données mensuelles désaisonnalisées, 15 ans et plus)

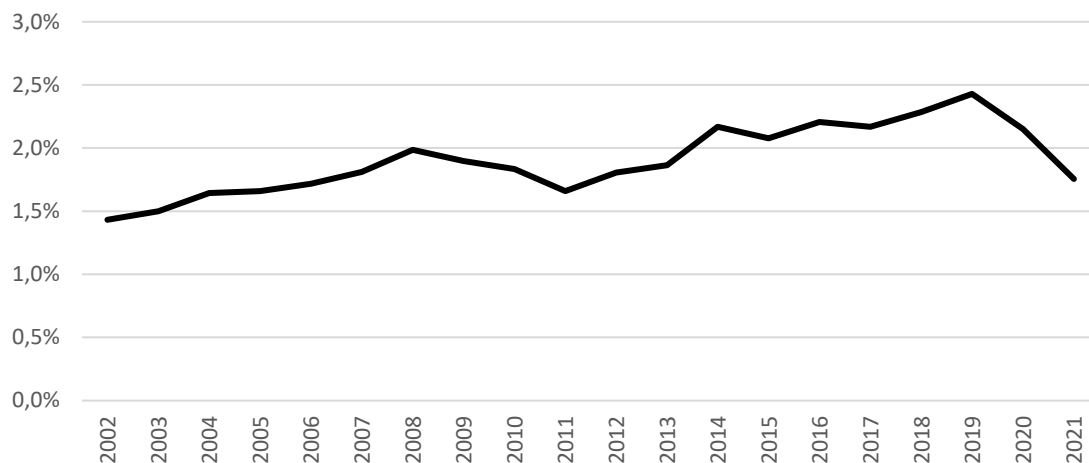


Source : Statistique Canada, requête spéciale

*seules données disponibles avant la pandémie

Graphique 30

La proportion des départs à la retraite volontaire chute à son niveau d'il y a 10 ans
 (Raison pour avoir quitté l'emploi durant l'année précédente (=pour prendre sa retraite) sur le total des chômeurs et inactifs
 (données annuelles, 15 ans et plus)

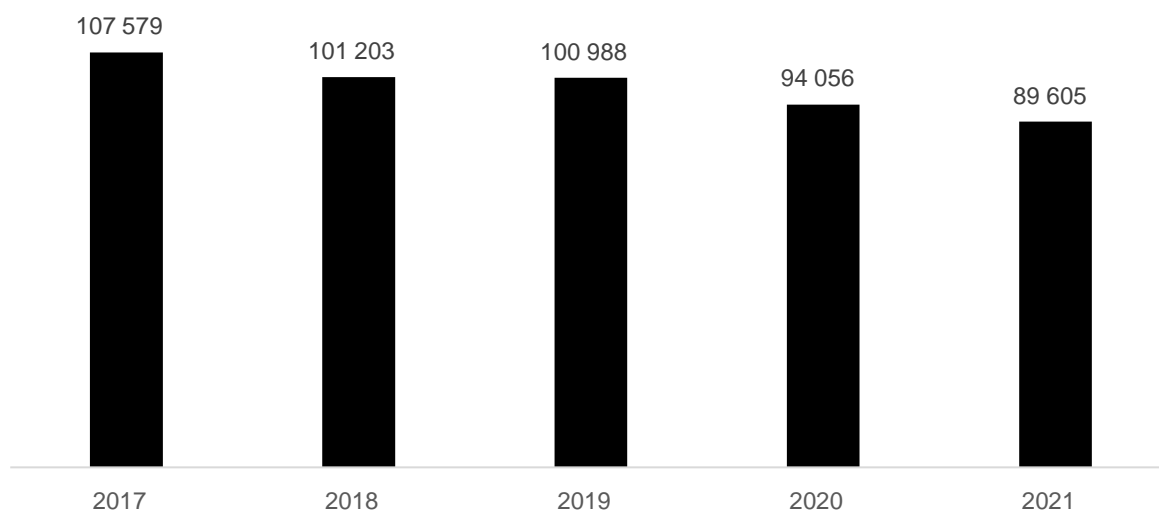


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0126-01

*Nous présentons ici les données annuelles car les données mensuelles désaisonnalisées ne sont pas disponibles

Graphique 31

Pas de nombre accru de nouveaux bénéficiaires au RRQ
 Nombre de nouveaux bénéficiaires du Régime des rentes du Québec
 (Données annuelles)



Source : Régime des rentes du Québec, compilation spéciale